



Conseil régional du Centre-Val de Loire
9, rue Saint Pierre-Lentin
CS 94117
45041 Orléans Cedex 1
Tél : 02 38 70 30 30 – Fax : 02 38 70 31 18
www.regioncentre-valde Loire.fr

Délibération de l'Assemblée Plénière

DAP N° 19.01.01

ADOpte A LA MAJORITE

POUR : groupes Socialistes, Radicaux et Démocrates, Ecologiste, Union de la Droite et du Centre, Monsieur Pierre Commandeur, Madame Martine Rimbault (61)
ABSTENTION : groupe Rassemblement National (14)

OBJET : Transition énergétique en région Centre-Val de Loire : Mobiliser face à l'urgence climatique et sociale

Le Conseil régional, réuni en Assemblée plénière le **28 février 2019**, après avoir pris connaissance du rapport du Président du Conseil régional ;

Vu le code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis émis par le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional en date du 25 février 2019 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission « Transports et Intermodalité, Transition énergétique et Environnement » en date du 27 février 2019 ;

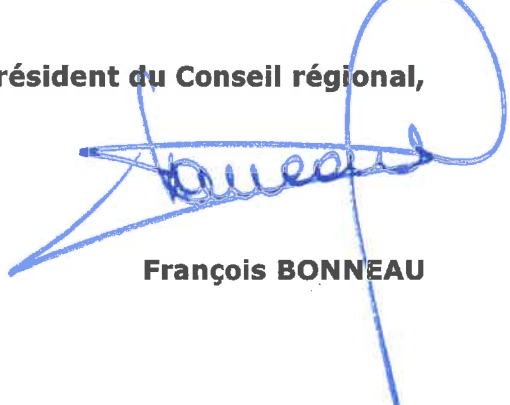
Vu l'amendement déposé par le groupe Union de la Droite et du centre sous amendé et adopté

DECIDE

- d'approuver la mise en place de l'assemblée pour le climat et la transition énergétique (ACTE) ;
- d'approuver la mise en œuvre de la COP régionale ;
- d'approuver l'augmentation de la contribution régionale dans le cadre de l'appel à projets méthanisation 2019 ;
- d'approuver la mise à jour de la stratégie régionale géothermie ;

- d'approuver le plan de déploiement des plateformes territoriales de rénovation énergétique (PTRE) joint en annexe 1
- d'approuver le Lancement de l'appel à candidatures plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE) 2019-2020 et son cahier des charges joint en annexe 2 ;
- d'approuver le plan régional hydrogène ;
- De s'engager à développer l'usage du biométhane dans le cadre des déplacements , en étudiant et en testant les moteurs fonctionnant au GNV (Gaz Naturel Véhicule) sur une flotte de véhicules ;
- d'habiliter le Président du Conseil régional à signer tous les actes afférents.

Le Président du Conseil régional,



François BONNEAU

SIGNE ET AFFICHE LE : 01 mars 2019

N .B : Le Président susnommé certifie le caractère exécutoire de cette décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans CEDEX 1, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> dans ce même délai.

ANNEXE 10

Règlement de l'appel à candidatures Plateformes Territoriales de Rénovation Energétique de l'Habitat (PTRE) Nouvelle génération en région Centre-Val de Loire

2019-2020



Table des matières

Contexte.....	3
Cahier des charges d'une PTRE en Centre-Val de Loire.....	5
1. Définition d'une PTRE.....	6
1.1. Objectif d'une PTRE	6
1.2. Missions globales des PTRE	6
1.3. Portage du service et bénéficiaires des aides Région/FEDER.....	7
1.4. Cibles visées	7
1.5. Objectifs opérationnels.....	7
1.6. Les axes d'intervention	8
1.7. Les moyens d'animation et de coordination	8
1.8. La gouvernance et partenariats.....	8
1.9. La stratégie de communication	8
1.10. Le suivi-évaluation.....	8
2. Moyens de soutien et d'accompagnement pour les PTRE	9
3. Critères de sélection.....	10
4. Comment candidater et processus de sélection.....	11
5. Annexes.....	13

Contexte

Au niveau national :

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), publiée le 18 août 2015, renforce les objectifs en matière d'économies d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre pour la France :

- réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990
- réduction de 30% de la consommation d'énergies fossiles en 2030 par rapport à 2012.

En matière de rénovation énergétique, la LTECV échelonne les objectifs quantitatifs de rénovation :

- avant 2025 les logements les plus énergivores, de classe F et G du diagnostic de performance énergétique (DPE), sont rénovés (article 5) ;
- objectif de 500 000 rénovations par an à partir de 2017 dont au moins la moitié est occupée par des ménages aux revenus modestes ;
- disposer d'un parc rénové au niveau BBC à 2050.

Pour mettre en œuvre cette ambition et accompagner les ménages, la loi TECV crée **le service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).**

Par conséquent l'état a présenté le 26 avril 2018 le plan de rénovation énergétique des bâtiments. Stratégie globale pour répondre au défi de la neutralité carbone et améliorer le pouvoir d'achat des Français, le plan propose des outils adaptés à tous et à toutes les situations, pour les logements comme les bâtiments tertiaires, notamment publics.

L'action 5 prévoit que :

- L'État encouragera les Régions à mettre en place un **schéma des plateformes territoriales, dans un souci de subsidiarité et d'efficacité, et à rechercher des synergies avec les dispositifs existants en matière d'information sur le logement.**
- Sous couvert de la conférence nationale des territoires, l'État et les collectivités préciseront les modalités de mise en œuvre du service public de la performance énergétique de l'habitat et leur financement.
- Les collectivités seront encouragées à déployer des opérations territoriales programmées ambitieuses et innovantes, afin d'initier la massification et l'industrialisation de la rénovation.

Au niveau régional :

La Région Centre-Val de Loire et l'ADEME soutiennent depuis les années 2000 les missions des Espaces Info Energie (EIE) qui assurent également depuis 2013 la mission de Point rénovation Info Service (PRIS) ; la région compte actuellement 23 Conseillers Info Energie répartis au sein de 6 structures départementales

La Région Centre-Val de Loire et l'ADEME depuis 2014 ont développé des dispositifs expérimentaux de PTRE permettant ainsi la territorialisation des PRIS, et avec comme missions complémentaires à celles des PRIS, la stimulation de la demande locale de travaux, la mobilisation des professionnels ainsi que la fourniture d'un conseil plus poussé des ménages visant à les convaincre de lancer des travaux ambitieux de rénovation de leur logement. 7 PTRE sont désormais opérationnelles sur le territoire et d'autres sont en réflexion (voir annexe 1).

A la session plénière du 22 décembre 2017, les Elus régionaux ont approuvé la création d'un Service Public Régional de l'Energie (SPRE) qui vise à mettre en place des dispositifs pour :

- **réduire les consommations énergétiques notamment dans les bâtiments**
- accompagner le développement des énergies renouvelables

Sur le volet « bâtiment », il s'agit de :

- **déployer sur l'ensemble du territoire régional les PTRE qui sont considérées comme le service public de la performance énergétique de l'habitat de proximité en :**
 - **Elaborant un plan de déploiement des PTRE conformément à la LTECV**
 - **Lançant dans la foulée un appel à projets vers les territoires pour les inciter à déployer ce type de service public**
- **de créer un centre de ressource au service des PTRE** pour les doter d'outils, de méthodes, de ressources pour leur permettre de se développer et de se professionnaliser
- **de créer un opérateur de tiers financement** qui proposera une offre financière et technique aux ménages pour les aider à concrétiser leur projet de rénovation de l'habitat, cet opérateur sera sous la forme d'une société d'économie mixte et articulera son offre avec celle des PTRE et des acteurs déjà en place.

Pour élaborer le Plan de Déploiement des PTRE, la Région et ses partenaires se sont appuyées sur les retours d'expérience capitalisés par l'ADEME et la Région établis à partir des six premières PTRE expérimentales en activité en région et sur les contributions des acteurs collectées lors de la phase de concertation qui a lieu sur l'année 2018 d'avril à novembre : une centaine de personnes ont participé aux 3 ateliers de concertations, 6 rencontres bilatérales avec des acteurs clefs ont eu lieu, 6 contributions écrites ont été envoyées. Ce plan s'est donc nourri de ces contributions collectées lors de la concertation.

Compte-tenu des études de faisabilité en cours sur certains territoires, des périmètres territoriaux pressentis au regard de la densité de population et du tissu économique de la filière bâtiment, la Région estime que 20 à 25 PTRE seraient à créer ou reconduire pour couvrir l'ensemble du territoire régional à échéance de 2022. Cet appel à Candidatures (AAC) doit inciter les collectivités territoriales ciblées pour mettre en œuvre ce service public « PTRE » à se mobiliser. Pour accompagner le déploiement de ce service public, la Région mobilise en complément de ses propres ressources des fonds Européens (FEDER).

Le cahier des charges présenté ci-après s'appuie sur le Plan de déploiement des PTRE adopté en session plénière régionale du 28 février 2019.

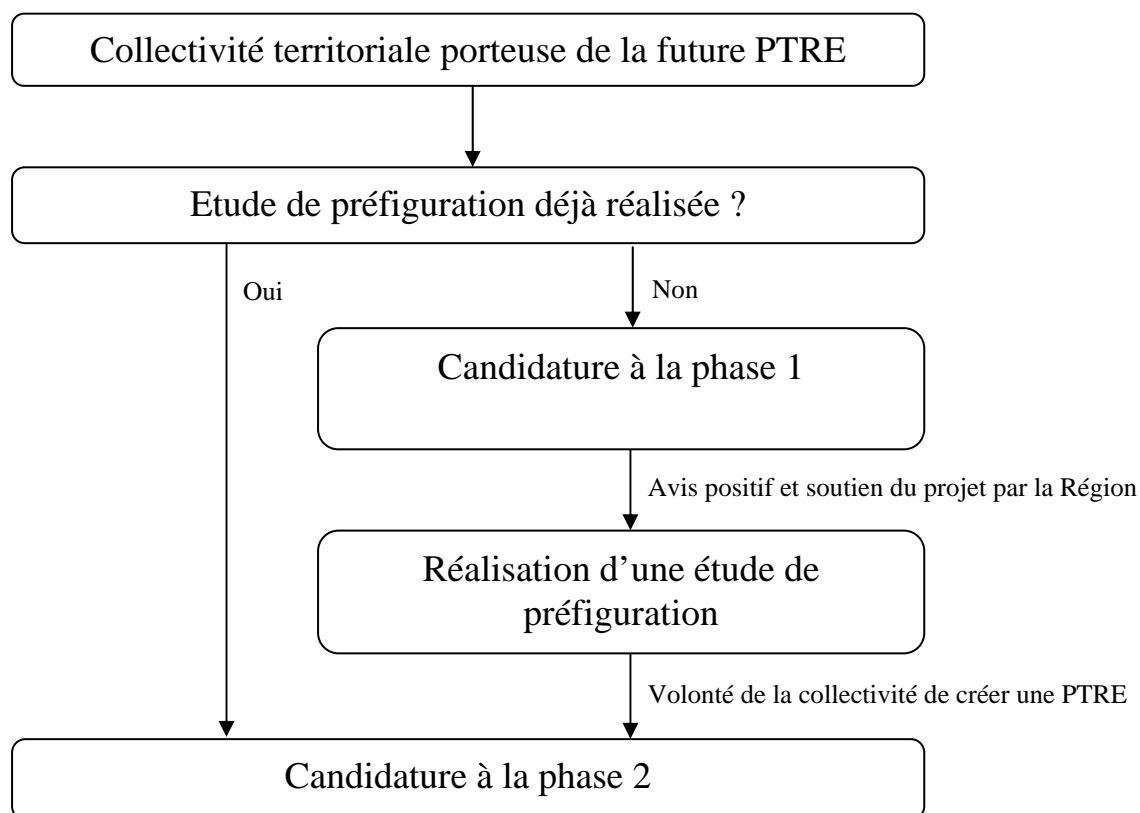
Cahier des charges d'une PTRE en Centre-Val de Loire

Avant de prendre connaissance de ce cahier des charges, il est conseillé de prendre connaissance du plan de déploiement des PTRE qui est annexé ou sont listées les 33 orientations stratégiques et 69 orientations opérationnelles qui permettent de garantir la réussite de ce type de service public.

L'analyse des candidatures par le jury de sélection se fera à travers le respect de ces orientations et recommandations sur lequel l'AAP s'appuie.

Selon l'état d'avancement de la réflexion des collectivités territoriales, celles-ci ont la possibilité de candidater à deux niveaux :

- Vous êtes une collectivité qui souhaite mettre en place ce type de service public mais vous êtes en phase de réflexion amont : aucune étude de préfiguration n'a été réalisée, la mobilisation des acteurs du territoire n'a pas eu lieu. Alors nous vous conseillons de postuler à la phase 1 qui consiste à manifester votre intérêt -> une aide de la Région pour financer l'étude de préfiguration peut être mobilisée à cette étape.
- Vous êtes une collectivité qui souhaite mettre en place ce type de service public et vous avez déjà avancé dans la réflexion en ayant mené une étude de préfiguration qui a permis de mobiliser des acteurs du territoire dans le cadre de la concertation en vue de mettre en œuvre ce type de service public ; alors nous vous conseillons de postuler à la phase 2 qui consiste à candidater à l'appel à candidatures. Vous pourrez ainsi bénéficier d'une aide de l'Europe (Programme opérationnel FEDER FSE IEJ Centre-Val de Loire 2014-2020) et de la Région pour mettre en œuvre ce service public et financer son fonctionnement.



1. Définition d'une PTRE

1.1. Objectif d'une PTRE

Les grands principes d'une PTRE sont :

- **Lisibilité** du service apporté aux ménages et aux acteurs professionnels du bâtiment
- **Proximité** / Accessibilité du service
- **Gouvernance** la plus large
- **Pérennité** du service public dans la durée

L'objectif d'une PTRE est de dynamiser sur son territoire, le marché de la rénovation des logements en mettant le curseur notamment sur l'amélioration de leur performance énergétique.

Conformément aux objectifs nationaux déclinés régionalement, il s'agit d'amplifier le nombre de logements rénovés par rapport à la situation actuelle tout en visant des rénovations ambitieuses et de qualité garantant d'une diminution significative des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre.

Une PTRE constitue un service public qui induit des retombées économique principalement pour le secteur du bâtiment sur son territoire avec pour conséquence la création d'emploi, l'amélioration des conditions d'habiter, l'attractivité du territoire, la lutte contre la précarité et vulnérabilité énergétique avec pour finalité une meilleure résilience face aux enjeux du dérèglement climatique.

1.2. Missions globales des PTRE

Une PTRE est un dispositif ancré sur un territoire donné qui propose une mission de service public de proximité dédié aux ménages qui souhaitent rénover leur logement en mettant spécifiquement le curseur sur l'amélioration de la performance énergétique de leur logement. Idéalement ***la PTRE s'articulera avec des missions plus larges en matière d'amélioration de l'habitat*** (accessibilité, salubrité,...).

Les missions dévolues aux PTRE sont les suivantes :

- Faire émerger une demande de travaux des ménages en simplifiant les processus au sein d'un « service public de proximité de la rénovation de l'habitat »,
- Mobiliser les professionnels du bâtiment et les accompagner pour mieux aborder le marché de la rénovation de l'habitat privé et plus particulièrement celui de la rénovation complète et performant et ses spécificités,
- Faciliter l'accès aux divers mécanismes financiers pour proposer une offre globale de financement et orienter les ménages vers des organismes proposant un accompagnement adapté.
- Développer une animation et une gouvernance qui associent l'ensemble des parties prenantes (acteurs de l'immobilier) afin de créer une dynamique d'acteurs.

La PTRE assure au moins la mission du PRIS à l'échelle de son territoire et peut être considéré comme un SPPEH au sens de la Loi TECV.

Une PTRE doit à terme faire partie de la palette d'outils et de services publics dédiés à la transition énergétique sur le territoire afin de faire correspondre localement la production d'énergie propre à sa consommation dans une démarche globale de sobriété.

1.3. Portage du service et bénéficiaires des aides Région/FEDER

Le portage d'une PTRE doit être assuré par :

- Les collectivités territoriales de type EPCI :
 - Communauté de communes de taille suffisante
 - Métropoles
 - Communauté d'agglomération
- Groupement d'EPCI comme les :
 - Pôles d'équilibre territoriaux ruraux
 - Syndicats de pays

Qui couvrent des territoires :

- englobant une population d'au moins 30 000 habitants ;
- proches du périmètre du bassin de vie/zone d'emploi.
- proches du périmètre géographique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriales (CRST)

1.4. Cibles visées

La question des cibles visées par le service apporté par une PTRE peut être abordée selon trois thèmes : les publics, les typologies d'habitat, la nature du marché de la rénovation.

Les bénéficiaires :

Une PTRE apporte un service public à tous les propriétaires occupants ou bailleurs de leur logement(s) quel que soit leur niveau de vie/ revenu ainsi qu'à tous les professionnels intervenants sur le champ de la rénovation énergétique de l'habitat.

Elle doit aussi mobiliser tous les acteurs intervenant sur le marché de la rénovation des logements : professionnels du bâtiment et de l'immobilier catalysés autour d'objectifs commun.

Les typologies de logements :

La cible prioritaire des PTRE est le secteur du logement privé en maisons individuelles (en diffus, en lotissement, en centre-ville et de bourg) et en copropriétés collectives.

Le marché et la typologie de travaux de rénovation énergétique :

Une PTRE, avant tout, fait émerger une dynamique de rénovation sur son territoire en stimulant à la fois la demande « classique » de travaux (travaux partiels, par étape) mais tout en s'efforçant de monter en qualité les projets par les conseils proposés par ses services.

1.5. Objectifs opérationnels

Une PTRE doit s'assigner des objectifs quantitatifs conformes et compatibles avec les objectifs Régionaux et Nationaux, notamment pour l'indicateur « nombre de logements rénovés » à atteindre annuellement sur le territoire.

Cet objectif est à fixer à court, moyen et long terme dans une logique de montée en charge du marché de la rénovation.

L'objectif quantitatif doit être complété par des objectifs qualitatifs dans une logique de mutation progressive du marché de la rénovation énergétique des logements vers un marché de la rénovation complète et performante du niveau BBC rénovation. La PTRE met en œuvre les actions nécessaires pour faire émerger un marché de la rénovation globale et performante.

Cela nécessite donc de bien connaître le patrimoine du territoire et la typologie des ménages y résidant.

1.6. Les axes d'intervention

Ils sont au nombre de 3 à minima :

- ***Emergence de la demande*** : la PTRE stimule une demande de travaux sur son territoire; pour cela elle doit mettre en œuvre des actions de terrain conséquentes, complétées par un conseil poussé.
- ***Offre globale de financement*** : En lien avec les dispositifs Régionaux en cours de développement et ceux de l'Etat, la PTRE facilite l'accès aux divers mécanismes financiers pour proposer une offre globale de financement.
- ***Structuration de l'offre*** : la PTRE met en œuvre des actions de structuration de l'offre professionnelle (animation, accompagnement, montée en compétences, formation,...) relative à la définition et réalisation des travaux.

1.7. Les moyens d'animation et de coordination

Les moyens d'animation et de coordination à mobiliser sont cruciaux pour garantir l'efficacité d'une PTRE. Ceux-ci doivent bien être identifiés, coordonnés et proportionnés au regard des objectifs assignés.

C'est une mission à ne pas négliger car l'animation et la coordination d'une PTRE nécessite une disponibilité importante pour assurer de multiples et diversité de tâches et mission.

1.8. La gouvernance et partenariats

L'animation de la PTRE nécessite la mise en œuvre d'une gouvernance associant les acteurs publics et privés du bâtiment et de l'immobilier. La PTRE s'inscrit également dans une dynamique territoriale incluant le Plan Climat Air Energie, le Contrat d'Objectif Territorial « Energies Renouvelables »,...

Une PTRE doit s'appuyer sur l'ensemble des acteurs et organismes en place qui doivent contribuer au service et en devenir de véritables parties prenantes ; ces acteurs doivent devenir des ambassadeurs de ce service PTRE en utilisant tous les moyens d'en faire la promotion.

1.9. La stratégie de communication

La notoriété de ce service public sera assurée que si un plan et une campagne de communication suffisamment ambitieux et pérenne est mené, de plus le service doit être identifié physiquement.

1.10. Le suivi-évaluation

Le suivi-évaluation est indispensable pour mesurer l'atteinte des objectifs que la PTRE s'est assignée. Les indicateurs permettant d'assurer ce suivi évaluation doivent être simples et mesurables.

2. Moyens de soutien et d'accompagnement pour les PTRE

2.1. Soutien et accompagnement financier

2.1.1. Pour les projets en phase 1

Pour les projets lauréats à la phase 1 une aide pour la réalisation de l'étude de préfiguration est proposée par le Conseil régional du Centre-Val de Loire au taux d'aide de 40% sur les coûts de l'étude, l'aide étant plafonnée à 20 000 €.

L'étude devra respecter le cahier des charges « étude de préfiguration d'une PTRE » disponible en annexe 5.2.

2.1.2. Pour les projets en phase 2

Les projets de PTRE lauréats sont financés par des aides FEDER dans le cadre du Programme opérationnel FEDER FSE Centre-Val de Loire pour financer le programme d'action de la PTRE et notamment les moyens humains pour assurer son animation, conformément au Programme opérationnel et au Document de Mise en Œuvre (DOMO) (cf fiche action n°20, en cours de révision).

L'aide FEDER pourra s'appliquer au programme d'actions sur 3 années. Le taux maximum d'intervention du FEDER est de 50% des dépenses éligibles (salaires et charges du ou des coordinateurs de la PTRE, coût des prestations externes et frais indirects forfaitisés)

PTRE

L'éventuel soutien apporté par la PTRE à la structure porteuse de l'espace info énergie du département pour bénéficier d'un conseiller référent sur la PTRE ne peut être intégré dans la dépense subventionnable étant donné que ces conseillers sont déjà financés d'autre part par le FEDER.

2.2. Le centre de ressources régional des PTRE

Cela se traduit par la production et la mise à disposition :

■ d'une boîte à outil comprenant :

→ un espace centralisant les ressources documentaires produites et à mutualiser du type : guides méthodologiques , procédures, compte rendus, livrables, cahiers des charges, diaporama, relatifs à la gouvernance de la PTRE, aux actions de terrain, à la communication, à la mobilisation et la montée en compétence des artisans, aux conseils approfondis apportés des ménages et la gestion des ressources humaines,

→ des outils métiers :

○ fourniture de différents outils numériques :

- portail web Régional ECARRE dédié aux PTRE permettant de communiquer sur l'offre de services et de suivre les projets,
- outils numériques Dorémi (outil de suivi de la formation-action SIFA, application pour la gestion des projets par le groupement en formation et post-formation) dans le cadre du programme FACILARENO,
- Système d'information géographique CASBAA, projet dédié à la planification territoriale des programmes de rénovation énergétique des logements

○ outil numérique pour la réalisation de diagnostic énergétique pour sensibiliser les ménages : P2E, CAPRENO+,

- plan de formation des conseillers et coordinateurs : formation sur les méthodes pour mobiliser les ménages et les artisans, etc...,
- D'un recueil de retour d'expériences comprenant : des bilans d'évaluation, des fiches de retours d'expérience de chaque PTRE ou de dispositifs innovants mis en œuvre par des PTRE,
- D'un réseau régional d'échange entre PTRE : groupes de travail thématiques, veilles, Qui se réunit de 2 à 3 fois par an.
- D'une offre d'accompagnements pour aider les PTRE à :
 - à mettre en œuvre des actions de terrain spécifiques de repérage des ménages
 - à la mise en œuvre des processus organisationnels, des outils, de la gouvernance, pour celles en devenir
 - s'approprier les différents outils numériques (formation de prise en main, maintenance, etc.....)
 - mobiliser les fonds de formation relatifs au programme de formation de montée en compétence des acteurs du bâtiment.

Pour cela, les moyens qui seront mobilisée sont ceux de la Région, l'ADEME et d'ENVIROBAT Centre. L'offre de service du programme FACILARENO mis en œuvre par Dorémi (projet lauréat du programme national CEE) sera aussi proposée aux PTRE qui déploient ou souhaitent déployer le dispositif Dorémi pour structurer l'écosystème local en faveur de la rénovation complète et performante des maisons. Cet accompagnement spécifique consistera à :

- proposer des formations pour les coordinateurs et conseillers afin de faciliter la mobilisation des ménages et des artisans,
- former de nouveaux formateurs-experts,
- mettre en œuvre un dispositif de suivi systématique de la qualité des rénovations réalisées,
- mettre à disposition des PTRE les outils numériques dédiés,
- animer le réseau des artisans déjà formés dans le cadre de la démarche DOREMI,
- mettre en œuvre un système de qualification « dynamique » (dans le temps) des artisans.

Les lauréats profiteront de l'ensemble de la palette d'offre de service du centre de ressources.

3. Critères de sélection

3.1. Pour les projets en phase 1

Les projets seront analysés au regard de :

- la volonté politique pour entamer une réflexion pour analyser la faisabilité de mise en œuvre d'une PTRE
- du mode de management et de gouvernance qui seront mis en œuvre en interne par la collectivité pour suivre l'étude de préfiguration à la fois sur le volet politique et technique
- du contexte et de l'historique sur le territoire en termes de politique de rénovation de l'habitat
- du degré de connaissance de la collectivité des différentes politiques existantes en la matière notamment en région
- des acteurs que la collectivité souhaite mobiliser dans le cadre de la concertation de l'étude de préfiguration

- s'il y a lieu, de la qualité de
 - la consultation pour sélectionner le prestataire qui réalisera l'étude de préfiguration (respect du cahier des charges en annexe de ce règlement)
 - et de l'offre éventuellement sélectionnée.
- Si le projet est suffisamment avancé de la liste d'acteurs que la collectivité a déjà ou souhaite mobiliser dans le cadre de la concertation relative à la réalisation de l'étude de préfiguration

3.2. Pour les projets en phase 2

Les projets seront analysés au regard des 33 orientations stratégiques et 69 orientations opérationnelles du plan de déploiement des PTRE en annexe.

Pour chaque orientation une évaluation de la réponse sera réalisée et une note et une pondération seront attribuées. Par conséquent une grille d'évaluation sera composée de ces 102 critères. Une note globale sur la qualité de la candidature sera attribuée en sommant les notes des 102 critères.

La grille de notation et de pondération sur laquelle les services instructeurs s'appuieront pour évaluer les candidatures pourra être communiquée à la demande en amont.

Certaines orientations étant incontournables et essentielles (notamment celles qui sont stratégiques), une réponse non conforme sera synonyme d'exclusion de la candidature ou nécessitera une correction du projet afin de s'y conformer.

Les candidatures notées seront présentées en comité de sélection (voir partie 4.2) qui validera ou non la notation au regard du contexte local ou d'éléments additionnels apportés par les membres. A l'issue des candidatures ceux n'ayant pas obtenu la moyenne recevront un avis négatif argumenté et sera proposé aux candidats de revoir le dossier afin de proposer des actions correctives, ce qui leur permettra de représenter le projet lors d'un comité de sélection ultérieure.

Ceux qui auront obtenu la moyenne, validé par le comité de sélection, seront lauréats et classés.

4. Comment déposer une candidature et processus de sélection

4.1. Echéances de candidatures

L'appel à candidatures est lancé le 28 février 2019

4 sessions sont proposées et étalées sur les années 2019 et 2020 :

Année	Sessions	Date de clôture de la session	Date comité de sélection
2019	1	15 mai 2019	28 juin 2019
	2	18 septembre 2018	31 octobre 2019
2020	3	11 mars 2020	30 avril 2020
	4	16 septembre 2020	30 octobre 2020

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés au fil de l'eau sans attendre la clôture de la session visée

Suite au comité de sélection un courrier d'information sera envoyé au candidat.

Pour les dossiers des projets lauréats à la phase 1, la demande de financement de l'étude de préfiguration sera instruite par les services de la Région. Selon la complétude du dossier

administratif, la subvention pourra être engagée en commission permanente au mieux deux mois après le comité de sélection.

Pour les dossiers des projets lauréats à l'appel à projets, ils seront instruits à la suite par les services de la Région en charge des fonds Européens. Selon la complétude du dossier administratif, la subvention dédiée à la création et au fonctionnement de la PTRE pourra être engagée en comité de programmation FEDER au mieux deux mois après le comité de sélection.

4.2. Sélection des projets

Le comité de sélection est composé des organismes suivants :

- La Région Centre-Val de Loire : Elu référent et services concernés : Direction de l'Europe et Direction de l'environnement et de la transition énergétique
- L'ADEME Centre-Val de Loire
- La DREAL Centre-Val de Loire
- Les DDT concernées
- ENVIROBAT Centre-Val de Loire

Il se réunira 1 mois et ½ après chaque clôture de session.

Le comité de sélection classera les projets en fonction des critères de sélection. Les dossiers seront pris en compte selon leur ordre de classement et la disponibilité budgétaire.

A l'issue de la réunion du comité de sélection :

- les porteurs de projets, dont le projet n'aura pas été sélectionné, seront informés par la Région Centre-Val de Loire de leur non-sélection avec les raisons de ce rejet.
- les porteurs de projets sélectionnés recevront une notification de leur sélection par la Région Centre-Val de Loire, leur signifiant que leur dossier fait l'objet d'une instruction administrative et financière au regard de l'ensemble des pièces justificatives demandées. Il fera ensuite l'objet d'un examen par le comité de programmation du PO FEDER/FSE pour décider de l'attribution d'une subvention au titre du PO FEDER/FSE.

La publication des résultats aura lieu sur le site énergie centre.

La sélection du projet ne garantit pas *de facto* l'octroi de la subvention.

4.3. Composition du dossier de candidature

4.3.1. Pour les projets qui candidatent à la phase 1

Fourniture :

- d'une note de présentation des éléments de réflexion de la délibération qui acte le lancement de la réflexion et de la faisabilité de création d'une PTRE sur le territoire,
- d'un éventuel devis d'offre d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation d'une étude de préfiguration (pas d'obligation) si réalisé en externe.
- du RIB et du SIRET de la collectivité porteuse,

Les dossiers doivent être envoyés à par mail à energiecentre@regioncentre.fr le poids de l'ensemble des pièces jointes ne doit pas excéder 6Mo auquel plusieurs envois sont nécessaires. Ligne directe : 02 38 70 30 97.

4.3.2. Pour les projets qui candidatent à la phase 2:

Fourniture :

- le dossier de demande de subvention FEDER (à remplir directement en ligne) et ses annexes (téléchargeables sur le portail : plan de financement et grille des principes horizontaux)
- du livrable finale de l'étude de préfiguration,
- du dossier de candidature technique,
- de la délibération qui acte la création de la PTRE,
- du plan de financement (modèle téléchargeable sur le portail des aides en ligne),
- de la fiche de poste du coordinateur précisant son affectation à 100% sur le projet PTRE,
- du RIB et du SIRET de la collectivité porteuse, ainsi que de l'attestation URSSAF
- des courriers ou mail d'intention des partenaires qui actent leur volonté de participer aux actions de la PTRE
- des documents attestant de l'engagement des autres cofinanceurs éventuels

Les dossiers de candidature doivent être déposés sur le portail des aides « Nos aides en ligne », à l'adresse suivante : <https://nosaidesenligne.regioncentre-valdeloire.fr> **Formulaire 8.5 EFFICACITE ENERGETIQUE BATIMENT [FEDER] : Animation, accompagnement, ingénierie des filières Action 20 du PO**

Pour toutes questions relatives à ce dépôt en ligne, merci de contacter préalablement Claire Guyonnet (claire.guyonnet@regioncentre.fr – Ligne directe : 02.38.70.32.94)

4.4. Contact

Pour toute demande concernant les questions techniques relatives à votre projet veuillez contacter William PALIS, chargé de mission Pôle Efficacité Energétique de la Région Centre-Val de Loire.

Email : william.palis@regioncentre.fr

Ligne directe : 02.38.70.30.97

5. Annexes

5.1. Plan de déploiement des PTRE

5.2. Cahier des charges pour la réalisation d'une étude de préfiguration d'une PTRE

ANNEXE 11



**Plan de déploiement
des Plateformes Territoriales de Rénovation Energétique (PTRE)
« nouvelle génération »
en région Centre-Val de Loire**



Introduction

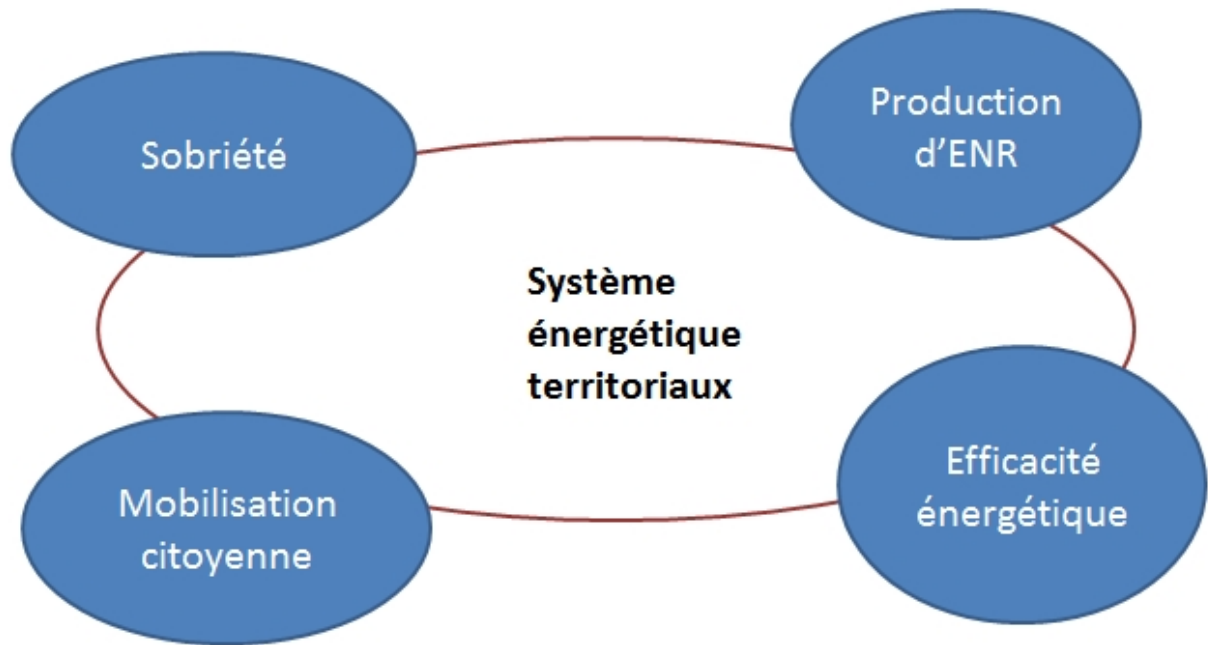


Table des matières

Acronyme - Lexique	5
Contexte.....	7
Faciliter le parcours du particulier	9
La Région tiers de confiance	10
Définitions	13
➤ 1 : pour susciter la demande : identification et prise de contact (repérage)	13
➤ 2 : pour répondre aux questions du particulier : accueil/information/conseil	13
➤ 3 : pour aider à concrétiser : accompagnement.....	14
➤ 4 : Travaux.....	14
Autres définitions :	14
Elaboration du plan de déploiement des PTRE.....	15
1. Calendrier et modalités de travail	16
2. Synthèse des contributions recueillies lors des 2 premières phases de concertation.....	17
3. Les PTRE en phase expérimentale.....	18
3.1. Qui sont-elles ?	18
3.2. Evaluations et retours d'expérience.....	19
4. Cahier des charges d'une PTRE : objectifs, périmètres, missions et modalités de mise en œuvre	21
4.1. Missions globales des PTRE	21
4.2. Cibles et Objectifs opérationnels	22
4.3. Les axes d'intervention	23
4.4. Portage du service	26
4.5. Les moyens de coordination et d'animation	27
4.6. La gouvernance et partenariats	28
4.7. La stratégie de communication	30
4.8. Le suivi-évaluation	31
5. Moyens de soutien et d'accompagnement pour les PTRE	32
5.1. Le Centre de Ressources régional.....	32
5.2. Soutien et accompagnement financier	34
6. ANNEXES	35
Annexe 1 : liste et carte des PTRE en région Centre-Val de Loire	35
Annexe 2 : mission d'un coordinateur de PTRE.....	37
Annexe 4 : rôle de l'équipe d'animation de la PTRE.....	40

Annexe 5 : Partenaires à viser dans le cadre des conventions-cadre de partenariat	41
Annexe 6 : liste des indicateurs de suivi d'une PTRE	42
Annexe 7 : tableau de synthèse des orientations	44

Acronyme - Lexique

AAP : Appel à projets
ADEC : Action pour le développement de l'emploi et des compétences
ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise des énergies
ADIL : agence d'information pour le logement
ALEC/ALE : agence locale de l'énergie et du climat, agence locale de l'énergie
ANAH : agence nationale de l'amélioration de l'habitat
AMI : appel à manifestation d'intérêts
AMO : assistance à maîtrise d'ouvrage
BBC : bâtiment basse consommation d'énergie
BETH : bureau d'études thermiques
BTP : secteur du Bâtiment et des travaux publics
CAPEB : Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment
CAUE : Conseil en architecture, aménagement et environnement
CCTP: cahier des clauses techniques et particulières
CDC : Caisse des dépôts et consignations ou cahier des charges
CEE : Certificat d'économie d'énergie
CFA : Centre e formation des apprentis
CIE : Conseiller info énergie
CITE : Crédit d'impôt pour la transition énergétique
CMME : Concours ma maison éco
COPIL : Comité de pilotage
COTECH : Comité technique
CPER : Contrat de plan Etat Région
CRCI, CCI : Chambre régionale du commerce et de l'industrie, chambre de commerce et d'industrie
CRMA, CMA : Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, chambre des métiers et de l'artisanat
CROAC : Conseil régional de l'ordre des architectes
CRST : Contrat régionale de solidarités territoriales
DDT : Direction départementale des territoires
DIRECCT : Direction régionales des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi
DOREMI : Dispositif opérationnel de rénovation énergétique de maison individuelle
DPE : Diagnostic de performance énergétique
DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DSP : Délégation de service public
ECOPIZ : Ecoprêt à taux 0% de l'Etat
EIE : Espace info énergie
ELAT : Etat des lieux architectural et technique
ENERGETIS : audit énergétique de la Région Centre-Val de Loire
ENVIROBAT : Centre de ressources de la qualité environnementale du cadre bâti en région Centre-Val de Loire
EPCI : Etablissement public de coopération intercommunale
FAEP : Défi famille à Énergie positive
FEDER : Fonds européen de développement régional
FFB : Fédération Française du bâtiment
GE : Groupement d'entreprises
GES : Gaz à effet de serre
GIP RECIA : Groupement d'intérêt public RECIA qui un centre de ressources sur le numérique
GPECT : Gestion prévisionnelle territoriale des emplois et des compétences
GRETA : Groupement d'établissements publics locaux d'enseignement

GT : Groupe de travail
ISOLARIS : prêt à taux 0% de la Région Centre Val de Loire
MOA : Maître d'ouvrage
MOE : Maître d'œuvre
MSAP : maison de service aux publics
NOTRE : loi portant nouvelle organisation territoriale de la République
OP : Organisation professionnelle
OPAH : Opération programmée de l'amélioration de l'habitat
OPEN : Observatoire permanent de l'amélioration énergétique du logement
PBD : Plan bâtiment durable
PCAET : Plan climat air Énergie territorial
PCER : plan climat Énergie régional
PETR : pole d'équilibre territorial et rural
PIG : programme d'intérêt général
PLH : Plan local de l'habitat
PLREH : Plate-forme locale de rénovation énergétique de l'habitat (ancien nom des PTRE)
PLUI : Plan local d'urbanisme intégré
PRAXIBAT : Plateau technique de formation aux gestes pour la rénovation énergétique des bâtiments
PREB : Plan de rénovation énergétique des bâtiments
PREE : Programme régional d'efficacité énergétique
PREH : Plan de rénovation énergétique de l'habitat
PRIS : Point rénovation info service
PTRE : Plateforme territorial de rénovation énergétique
RGE : Qualification Reconnu garant de l'environnement
RT : Réglementation thermique
SCOT : Schéma de cohérence territoriale
SEM : Société d'économie mixte
SLIME : Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie) de lutte contre la précarité ...
SOLIHA : Association "solidaire pour l'habitat"
SPPEH : Service public de la performance énergétique de l'habitat
SPRE : Service public Régional de l'énergie
SRDEII : Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation
STF : Société de tiers financement
SRCAE : Schéma régional climat air énergie
SRADDET : schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires
TECV : loi transition énergétique pour la croissance verte
TF: tiers-financement
UNSFA : Union Nationale des syndicats Français d'architectes

Contexte

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), publiée le 18 août 2015, renforce les objectifs en matière d'économies d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre pour la France :

- réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990
- réduction de 30% de la consommation d'énergies fossiles en 2030 par rapport à 2012.

En matière de rénovation énergétique, la LTECV échelonne les objectifs quantitatifs de rénovation :

- avant 2025 les logements les plus énergivores, de classe F et G du diagnostic de performance énergétique (DPE), sont rénovés (article 5) ;
- objectif de 500 000 rénovations par an à partir de 2017 dont au moins la moitié est occupée par des ménages aux revenus modestes ;
- disposer d'un parc rénové au niveau BBC à 2050.

Pour mettre en œuvre cette ambition et accompagner les ménages, la loi TECV crée le service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).

Ce que dit la Loi

- **La Loi TEPCV dans son Article 188 dispose que**

La région constitue l'échelon pertinent pour coordonner les études, diffuser l'information et promouvoir les actions en matière d'efficacité énergétique. Elle favorise, à l'échelon des établissements publics de coopération intercommunale, l'implantation de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE) mentionnées à l'article L. 232-2 du code de l'énergie et le développement d'actions visant à lutter contre la précarité énergétique en matière de logement, en application de l'article L. 232-1 du même code.

L'article 22 de la loi TECV indique que le Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique. Ces plateformes remplissent des missions impératives de base spécifiées dans l'alinéa 3 de l'article L 232-2 du code de l'énergie : « Ces plateformes territoriales de la rénovation énergétique ont une mission d'accueil, d'information et de conseil du consommateur. Elles fournissent à ce dernier les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation.[...] Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants ».

Cette définition renvoie aux missions des actuels PRIS (Point Rénovation Info Service guichet), développé dans le cadre du PREH (Plan de Rénovation Energétique de l'Habitat lancé par le Président de la république en mars 2013), constituant le guichet unique qui maille l'ensemble du territoire national, mission portée par des DDT's, ADIL-EIE, ALE,...)

Ces plateformes peuvent en outre remplir, à titre facultatif, et dans le cadre du SPPEH, des missions de mobilisation, d'animation des professionnels ou d'orientation des consommateurs, comme l'indique l'alinéa 4 du même article L 232-2 : « Ces plateformes peuvent favoriser la mobilisation des professionnels et du secteur bancaire, animer un réseau de professionnels et d'acteurs locaux et mettre en place des actions facilitant la montée en compétences des professionnels. Elles orientent les consommateurs, en fonction de leurs besoins, vers des professionnels compétents tout au long du projet de rénovation ».

Elle est garante de la bonne adéquation entre l'offre de formation des établissements de formation initiale et les besoins des entreprises pour répondre aux défis techniques de construction en matière de transition énergétique.

■ Le I de l'article L. 222-1 du code de l'environnement prévoit que :

Un programme régional pour l'efficacité énergétique, qui définit les modalités de l'action publique en matière d'orientation et d'accompagnement des propriétaires privés, des bailleurs et des occupants pour la réalisation des travaux de rénovation énergétique de leurs logements ou de leurs locaux privés à usage tertiaire.

Le PREE s'attache plus particulièrement à :

a) Définir un plan de déploiement des plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE), mentionnées à l'article L. 232-2 du code de l'énergie ;

b) Promouvoir la mise en réseau de ces plateformes en vue de la réalisation d'un guichet unique ;

c) Définir un socle minimal en matière de conseils et de préconisations relatifs aux travaux concernés fournis par les PTRE, en fonction des spécificités du territoire régional ;

d) Arrêter les modulations régionales du cahier des charges du “ passeport énergétique ” ;

e) Proposer des actions pour la convergence des initiatives publiques et privées en matière de formation des professionnels du bâtiment, en vue d'assurer la présence, en nombre suffisant, de professionnels qualifiés sur l'ensemble du territoire régional;

f) Définir, en lien avec les plateformes territoriales de la rénovation énergétique, les modalités d'accompagnement nécessaires à la prise en main, par les consommateurs, des données de consommation d'énergie mises à leur disposition conformément à l'article L. 124-5 du code de l'énergie.

Le PREE prévoit un volet dédié au financement des opérations de rénovation énergétique. Celui-ci vise à :

- favoriser la meilleure articulation possible entre les différentes aides publiques ;*
- encourager le développement d'outils de financement adaptés par les acteurs bancaires du territoire ;*
- mettre en place un réseau d'opérateurs de tiers-financement.*

Le président du conseil régional soumet pour approbation une proposition de programme régional pour l'efficacité énergétique au représentant de l'Etat dans la région.

La mise en œuvre du programme régional pour l'efficacité énergétique s'appuie sur le réseau des plateformes territoriales de la rénovation énergétique et, dans leurs domaines de compétences respectifs, sur l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sur l'Agence nationale de l'habitat, sur les agences départementales d'information sur le logement, sur les agences locales de l'énergie et du climat, sur les agences d'urbanisme, sur les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, sur les agences régionales de l'énergie et, plus généralement, sur le tissu associatif partenaire.

Le président du conseil régional associe également l'ensemble des acteurs concernés, notamment les professionnels du secteur du bâtiment, les établissements de crédit et les associations représentant ou accompagnant les propriétaires et les locataires.

Le rapport Piron Faucheux

La Loi ne précise pas certains points cruciaux quant à sa mise en œuvre. D'où la mission confiée le 25 octobre 2016 à **Michel Piron** et **Benoît Faucheux** par les présidents de Régions de France et du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique (CSCEE). La mission consistait notamment à identifier les difficultés rencontrées jusqu'ici et les facteurs de réussite, ainsi qu'à préciser le socle des missions du service public et son interface avec la filière professionnelle du bâtiment.

Pour la mission, le SPPEH doit s'entendre comme **l'ensemble des actions publiques** (Etat, collectivités et leurs opérateurs publics, dont les plateformes territoriales de la rénovation énergétique – PTRE) concourant à la rénovation énergétique de l'habitat.

Faciliter le parcours du particulier

L'enjeu global est de **faciliter le parcours de rénovation du particulier, depuis le premier contact jusqu'à l'achèvement des travaux voire au-delà**. Pour cela il est nécessaire de clarifier les différentes étapes de ce parcours et les missions à réaliser pour répondre aux besoins du particulier, en se posant la question à chaque fois de ce qui relève du public et ce qui relève du privé. La notion même de PTRE doit également être clarifiée, sachant qu'elle est actuellement utilisée pour désigner tantôt les points rénovation info service (PRIS), tantôt les plateformes financées par l'ADEME suite aux appels à manifestations d'intérêt lancés avec les Régions.

La mission propose donc un certain nombre de définitions, établies en concertation avec l'ADEME et l'ANAH. Le rapport distingue **trois blocs de mission concourant au déclenchement de travaux** :

- **accueil/information/conseil;**
- **en amont** : repérage/identification/prise de contact pour cibler les bâtis et publics prioritaires à partir des données disponibles puis prendre contact sans attendre que le particulier se manifeste;
- **en aval** : accompagnement. Lorsque, sur la base des informations et conseils gratuits qu'il a pu obtenir, le particulier ne se sent pas en mesure de contractualiser directement avec une ou plusieurs entreprises, l'accompagnement consiste à lui apporter une aide pour préciser son projet, sélectionner les entreprises compétentes, définir son plan de financement et le cas échéant obtenir un emprunt adapté, puis si nécessaire suivre et réceptionner les travaux, voire prendre en main le logement rénové, adapter ses usages et mesurer ses économies d'énergie.

Pour la mission d'accompagnement, **celle-ci relève de l'offre privée concurrentielle**. La collectivité peut choisir d'offrir ce service sous la forme d'un **service public rémunéré, assuré en régie ou par délégation de service public**, dès lors que les modalités de rémunération du service n'induisent pas de distorsion de concurrence avec l'offre privée. L'action publique doit néanmoins se concentrer sur l'émergence d'une offre adaptée de travaux et d'accompagnement (y compris financier).

Un réseau unique couvrant tout le territoire

S'agissant des missions d'accueil/information/conseil, le rapport préconise la **création d'un guichet unique** pour que l'ensemble des publics d'un territoire donné, quel que soit leur niveau de ressources, puissent trouver au sein de la même PTRE l'ensemble des informations sur la rénovation énergétique de leur logement. Pour ce faire, l'ensemble des PRIS actuels (ANAH ou non) devront être regroupés en un réseau unique de PTRE couvrant tout le territoire.

Ce regroupement sera **piloté par la Région**, en concertation avec les acteurs du territoire, dans le cadre du PREE et plus précisément du plan de déploiement des futures PTRE prévu par la loi, qui sera établi sur la base d'un **diagnostic de l'existant**. Le regroupement doit aussi, autant que possible, **élargir l'information et le conseil à l'amélioration du logement**, afin de susciter davantage de travaux de rénovation à l'occasion desquels la performance énergétique pourra être améliorée.

En lien avec les têtes de réseau national (ADEME, ANAH, Anil), les Régions devront, sans attendre, organiser un travail en réseau des PRIS/PTRE afin de **partager les expériences et de mutualiser les outils numériques**, et mettre en place des observatoires régionaux de la rénovation.

La mission préconise par ailleurs que les Régions organisent **la mobilisation et l'animation des professionnels** à leur échelle, afin notamment de développer des offres globales en direction des particuliers. En lien avec les dispositifs nationaux, les fédérations professionnelles, les chambres des métiers et de l'artisanat et les chambres de commerce et d'industrie, les centres de ressources du réseau BEEP, les Régions pourront choisir librement de s'appuyer sur des collectivités infrarégionales ou PTRE, notamment pour structurer l'offre dans le cadre d'opérations territorialisées.

La Région tiers de confiance

La Région et les collectivités partenaires jouent également un rôle de « **tiers de confiance** » vis-à-vis de l'offre privée, avec l'aide des PTRE, et organisent la communication régionale, sous la bannière définie au niveau national. Elles font connaître les entreprises RGE ; l'État les associe à l'amélioration de ce dispositif.

Le Plan de rénovation énergétique des bâtiments du gouvernement :

Après une large concertation de plus de trois mois, Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, et Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des territoires, ont présenté le 26 avril le plan de rénovation énergétique des bâtiments. Stratégie globale pour répondre au défi de la neutralité carbone et améliorer le pouvoir d'achat des Français, le plan propose des outils adaptés à tous et à toutes les situations, pour les logements comme les bâtiments tertiaires, notamment publics.

Pour agir sur l'ensemble du parc bâti, le Gouvernement propose une feuille de route en 4 axes :

Axe 1 : Faire de la rénovation énergétique des bâtiments une priorité nationale.

- Action 1 : définir des objectifs précis, clairs et ambitieux.
- Action 2 : améliorer le suivi de la rénovation énergétique et l'accès aux données.
- Action 3 : co construire les actions avec tous les acteurs.

Axe 2 : Massifier la rénovation des logements et lutter contre la précarité énergétique.

- **Action 4 : créer une signature commune.**
- **Action 5 : placer les territoires au cœur de la stratégie de massification.**
- Action 6 : rendre les parcours, aides, plus efficaces et mobilisateurs.
- Action 7 : lutter contre la précarité énergétique.

Axe 3 : Accélérer la rénovation et les économies d'énergie des bâtiments tertiaires.

- Action 8 : maintenir une exigence ambitieuse de rénovation du parc tertiaire, public et privé.
- Action 9 : favoriser la rénovation du parc tertiaire public.
- Action 10 : encourager la sobriété énergétique par l'évolution des usages et l'éducation.

Axe 4 : Renforcer les compétences et l'innovation.

- **Action 11 : accélérer la montée en compétence de la filière du bâtiment.**
- Action 12 : soutenir l'innovation, notamment numérique.

L'action 4 consiste à proposer d'élaborer une signature commune de la rénovation sera créée, afin de rassembler tous les acteurs qui s'engagent, donner des repères et inspirer confiance. La campagne de communication de l'ADEME permettra d'adopter les nouveaux messages et d'engager un maximum d'acteurs pour qu'ils s'approprient la signature « FAIRE ». L'ADEME a invité les PTRE opérationnelles à utiliser cette signature commune.

L'action 5 prévoit que :

- L'État encouragera les Régions à mettre en place un schéma des plateformes territoriales, dans un souci de subsidiarité et d'efficience, et à rechercher des synergies avec les dispositifs existants en matière d'information sur le logement.
- Sous couvert de la conférence nationale des territoires, l'État et les collectivités préciseront les modalités de mise en œuvre du service public de la performance énergétique de l'habitat et leur financement.
- Les collectivités seront encouragées à déployer des opérations territoriales programmées ambitieuses et innovantes, afin d'initier la massification et l'industrialisation de la rénovation.

Et en région ou en sommes-nous ?

La Région Centre-Val de Loire et l'ADEME soutiennent les missions des Espaces Info Energie (EIE) qui assurent également depuis 2013 la mission de Point rénovation Info Service (PRIS) ; la région compte actuellement 23 Conseillers Info Energie (CIE) répartis au sein de 6 structures départementales : 3 ADIL (départements 36, 41, 45), 2 ALEC (37 et 18) et SOLIHA (28). En complément, il existe 2 PRIS-ANAH dans les départements 37 et 28.

La Région Centre-Val de Loire et l'ADEME depuis 2014 ont développé des dispositifs expérimentaux de PTRE permettant ainsi la territorialisation des PRIS, et avec comme missions complémentaires à celles des PRIS, la stimulation de la demande locale de travaux, la mobilisation des professionnels ainsi que la fourniture d'un conseil plus poussé des ménages visant à les convaincre de lancer des travaux ambitieux de rénovation de leur logement. 7 PTRE sont désormais opérationnelles sur le territoire et d'autres sont en réflexion (voir annexe 1).

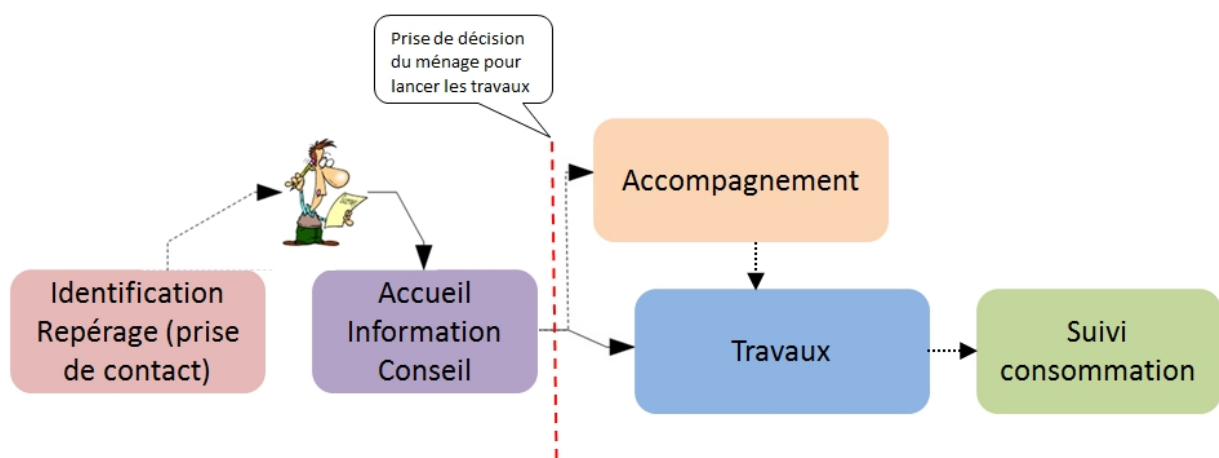
Pour élaborer le Plan de Déploiement des PTRE, la Région et ses partenaires se sont appuyées sur les retours d'expérience capitalisés par l'ADEME et la Région établis à partir des six premières PTRE expérimentales en activité en région et sur les contributions des acteurs collectées lors de la phase de concertation qui a lieu sur l'année 2018 d'avril à octobre.

La Région remercie tout particulièrement ses partenaires privilégiés que sont l'ADEME, la DREAL et les DDTs, pour les échanges qu'il y a lieu pour l'écriture et relecture de ce document.

Définitions

Les définitions indiquées ci-après sont issues du rapport Piron-Faucheux, elles permettent de partager un langage commun pour faciliter la compréhension collective de ce document.

Dans le cas où le particulier a un projet précis et fait appel directement à des professionnels pour réaliser les travaux correspondants, son parcours est simple.. Les autres étapes présentées ci-après restent dans tous les cas optionnelles, mais sont importantes pour les politiques publiques de rénovation car elles concourent au passage à l'acte : il s'agit de susciter la demande du particulier, de répondre à ses questions, puis de l'aider à concrétiser son projet. À chaque étape, le particulier peut abandonner le parcours ou le poursuivre : c'est la notion de taux de transformation.



➤ 1 : pour susciter la demande : identification et prise de contact (repérage)

Dans cette étape, on va au-devant du particulier pour l'amener à envisager la rénovation de son logement, sans attendre qu'il aille de lui-même se renseigner.

- Identification : identifier les publics-cibles, en fonction des données disponibles sur les caractéristiques et l'état des logements, les consommations d'énergie, les revenus des ménages, etc. ; obtenir leurs coordonnées
- Prise de contact : prendre contact avec les publics cibles, leur proposer un rendez-vous, le cas échéant à domicile, relancer en cas de non réponse...

➤ 2 : pour répondre aux questions du particulier : accueil/information/conseil

Cette étape suppose une démarche du particulier qui prend l'initiative d'un contact pour obtenir des informations ou conseils.

- Accueil : organiser une présence physique et/ou téléphonique avec des horaires auxquels le public peut appeler ou se présenter pour obtenir des renseignements, le cas échéant sur rendez-vous ; fournir une adresse postale, électronique ou un formulaire de contact via un site internet et s'engager à répondre aux demandes dans un délai raisonnable
- Information : en réponse à la demande du particulier, lui fournir une information neutre et gratuite sur la rénovation des logements, sur les plans juridiques, techniques et financiers

- Conseil : en fonction des besoins exprimés par le particulier, l'aider à construire son projet de rénovation en communiquant des premières informations personnalisées sur les solutions et les acteurs les plus adaptés à ses besoins.

➤ 3 : pour aider à concrétiser : accompagnement

Lorsque, sur la base des informations et conseils gratuits qu'il a pu obtenir, le particulier ne se sent pas en mesure de contractualiser directement avec une ou plusieurs entreprises de travaux et le cas échéant avec un établissement financier pour emprunter, l'accompagnement consiste à lui apporter une aide pour tout ou partie de ce qui suit : préciser son projet, sélectionner les entreprises compétentes, établir son plan de financement et le cas échéant obtenir un emprunt adapté, puis si nécessaire suivre et réceptionner les travaux, voire prendre en main le logement rénové, adapter ses usages et mesurer ses économies d'énergie.

Il peut donc se poursuivre tout au long des travaux et même après.

L'accompagnement est d'autant plus nécessaire que les travaux de performance énergétique réalisés sont importants et font appel à plusieurs corps d'état. Il peut notamment prendre la forme d'une mission de maîtrise d'œuvre ; il peut aussi nécessiter des prestations plus ponctuelles réalisées par des spécialistes : thermographie, audit énergétique, test d'étanchéité...

Afin de bien distinguer cette étape de la précédente, on propose de considérer que l'accompagnement débute lorsque le particulier décide de s'engager dans une rénovation. À partir de ce moment-là, il sait qu'il va engager des dépenses plus ou moins importantes, et l'aide qu'il sollicite pour mettre en œuvre son projet peut être rémunérée. L'accompagnement se situe donc, au moins potentiellement, dans le champ des services économiques, ouvert à la concurrence.

➤ 4 : Travaux

Sont ici visés la main d'œuvre et les fournitures concrétisant la rénovation énergétique du logement. Dans cette étape qui relève clairement du champ concurrentiel, une multitude d'entreprises aux compétences diverses interviennent selon des formes de coopération plus ou moins intégrées.

Autres définitions :

Coordinateur : c'est l'agent en charge de la PTRE qui a pour mission de coordonner les partenaires et notamment ceux ayant une mission déléguée par la collectivité porteuse de la PTRE pour mettre en œuvre certaines actions, via la mise à disposition d'un animateur. Le coordinateur coordonne ces animateurs, il est lui-même un animateur.

Animateur : agent qui met en place les actions de la PTRE, il peut être un agent de la collectivité porteuse de la PTRE ou d'un partenaire qui est missionné pour mettre en place des actions spécifiques de la PTRE (EIE, CMA, etc.....).

L'équipe de la PTRE regroupe donc le coordinateur et les différents animateurs.

Elaboration du plan de déploiement des PTRE

Le plan de déploiement des PTRE vise à :

- définir les missions, périmètres d'intervention et objectifs d'une PTRE 2.0 ainsi que les conditions de réussite pour la mise en œuvre de ce service en valeur de la rénovation énergétique des logements,
- proposer une planification du déploiement sur l'ensemble du territoire régional et identifier les ressources nécessaires et disponibles associées.

La généralisation des PTRE 2.0 sur le territoire régional doit contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES dans le secteur du bâtiment conformément aux engagements pris dans le SRCAE et le PBD Centre-Val de Loire et plus récemment dans le SRADDET, eux-mêmes compatibles avec les engagements nationaux.

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de déployer ce service public sur l'ensemble du territoire régional afin de proposer ce service à tous les citoyens sans exception.

Pour mettre en place une PTRE, la Région privilégie, encourage fortement **une démarche d'articulation et de concertation** avec des missions préexistantes en matière de rénovation énergétique des logements et plus largement des bâtiments

Les services à la population sont, dans la plupart des domaines, disponibles à l'échelle du bassin de vie ; pour créer une dynamique entre les acteurs du bâtiment et de l'immobilier et faire le lien avec la demande en travaux de rénovation, il ressort des retours d'expérience qu'un seuil de population de 50 000 habitants pourrait être considéré comme minimal. Ce seuil pourrait être légèrement modulé en fonction des périmètres des collectivités ; l'hypothèse de voir plusieurs collectivités s'associer pour porter ce service PTRE serait donc à envisager.

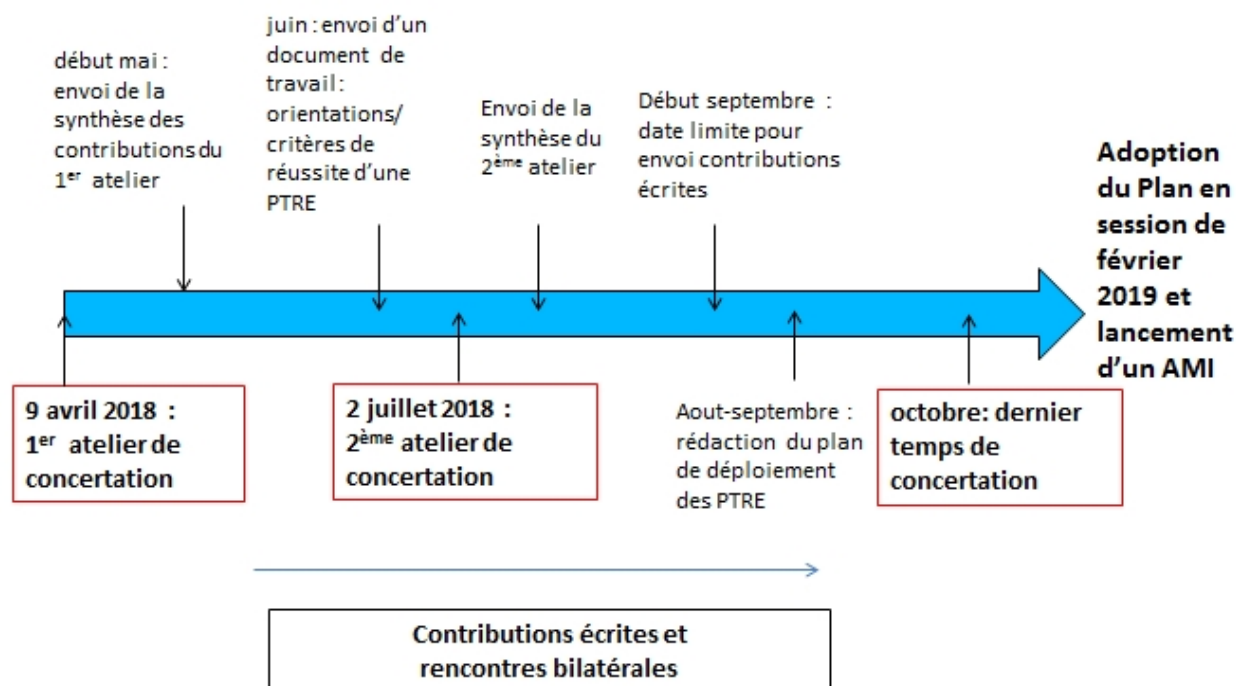
En avril 2018, 7 PTRE sont en activité ou en cours de démarrage. Compte-tenu des études de faisabilité en cours sur certains territoires, la Région, en concertation avec l'ADEME, propose de couvrir le territoire avec au maximum entre 20 et 25 PTRE à échéance de 2022. A noter qu'un déploiement plus rapide serait tout à fait pertinent mais l'évolution des périmètres de certains territoires récente ou encore à venir, ne permettra peut-être pas à certains à s'engager à brève échéance dans la démarche. Néanmoins, la Région compte sur la diffusion des retours d'expérience et l'animation du réseau des PTRE qu'elle assure avec l'ADEME, pour favoriser un déploiement rapide.

La projection suivante constituera une base théorique pour le déploiement :

Année	Nbre de PTRE
2018	7
2019	12
2020	17
2021	20
2022	23

1. Calendrier et modalités de travail

Les modalités du déploiement des PTRE ne peuvent être définies qu'en concertation avec les acteurs présents dans la région impliqués par la question de la rénovation des logements, ce plan s'est donc nourri des contributions collectées lors de la concertation qui a été menée entre avril et novembre 2018. Le calendrier de travail a suivi la chronologie suivante :



Les temps forts de la phase concertation sont :

- Le 9 avril 2018, premier atelier de travail dédié à la concertation, 60 personnes ont ainsi contribué aux échanges
- En mai : envoi aux participants du premier atelier de la synthèse des contributions émises lors du premier atelier,
- En juin : rédaction par la Région d'un premier document d'orientations pour la mise en place des PTRE et lancement des invitations pour le 2^{ème} atelier de travail du 2 juillet 2018,
- Le 26 juin : envoi du document d'orientations aux acteurs,
- 2 juillet : 2^{ème} temps de concertation sous la forme d'un atelier de travail, 60 participants
- 12 juillet : date limite d'envoi des contributions écrites, 4 contributions reçues,
- 27 août : envoi aux participants des deux ateliers de la synthèse des contributions/réactions relatives aux orientations proposées,
- septembre : envoi d'une première version du plan de déploiement aux acteurs pour réactions,
- 15 octobre : date limite pour envoyer à la Région, les contributions/ réactions sur la base de la première version du plan de déploiement,
- Le 15 novembre : 3^{ème} temps de restitution de la concertation avec recueil des ultimes contributions,
- Passage en session Régionale de février 2019 du plan de déploiement des PTRE pour délibération des Elus Régionaux.

En complément des 3 temps de concertation menés sous forme d'atelier collectif et collaboratif, la Région, en lien avec l'ADEME, a organisé des rencontres « bilatérales » avec des acteurs clefs pour recueillir leurs réactions/contributions :

- Le 24 mai avec les représentants régionaux de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment et la Fédération Française du Bâtiment,
- Le 1^{er} juin : avec les coordinateurs des PTRE opérationnelles,
- Le 8 juillet et le 21 septembre avec les 6 Directions Départementales Territoriales et la Direction Régionale de l'Environnement , de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- Le 10 septembre avec les chambres des métiers et de l'artisanat
- Le 10 septembre avec SOLIHA
- Le 28 septembre avec les bureaux d'études ENERGETIS
- Le 12 octobre avec les Directeurs des 6 espaces info énergie de la région.
- Le 27 novembre avec les représentants des architectes (ordre des architectes et syndicats UNSFA)

Au total une centaine de personnes ont participé et contribué lors des phases de concertation.

A noter que 17 contributions écrites ont été réceptionnée et analysée par la Région et ont permis aussi de nourrir la réflexion.

2. Synthèse des contributions recueillies lors des 2 premières phases de concertation

Les idées phares exprimées par les participants sont les suivantes :

Les missions d'une PTRE :

- conseiller tous les ménages quel que soit leur « statut » et niveau de revenu,
- être la porte d'entrée privilégiée du service public local, elle doit sécuriser le projet par le conseil approfondi proposé,
- faire travailler l'ensemble des acteurs de la rénovation dans le cadre d'une stratégie territoriale pour apporter des réponses adaptées,
- être l'ensemblier des processus de rénovation de l'habitat en local dans un souci de plus-value territoriale,
- être visible pour les ménages dans une logique de proximité et devenir légitime en termes de service public de confiance qui met en réseau l'ensemble des acteurs,
- proposer un accompagnement au ménage, si possible, tout au long du projet et ce en s'articulant avec les acteurs en place et en les coordonnant mais en évitant de s'y substituer,
- au-delà du guichet, aller au-devant des ménages à travers la mise en œuvre de démarches proactives,
- apporter une réponse adaptée ou permettre de réorienter les ménages s'il y a lieu,
- organiser le jeu d'acteurs sur le territoire,
- endosser le rôle de tiers de confiance, qui est sa plus-value principale, en supervisant la coordination et le suivi du programme de travaux, en optimisant les relations entre les acteurs, en structurant et simplifiant les méthodes et procédures,
- mettre en œuvre des dispositifs de montée en compétence des professionnels de l'acte de construire en favorisant l'échange des savoirs en mutualisant les besoins, etc

Recommandations et écueils à éviter :

- Une PTRE ne doit pas concurrencer sur l'offre privée ou seulement à titre exceptionnel. Elle doit stimuler et structurer l'offre privé sur son territoire et notamment les acteurs de l'ingénierie (architectes, MOE, bureaux d'études),
- un projet de PTRE doit être bien cadré au départ avec des objectifs clairs et des moyens adaptés : par exemple, le besoin d'une coordination conséquente d'une PTRE qui ne doit pas être négligé,
- La politique « énergie-climat » portée par la collectivité doit être cohérente en fédérant les parties prenantes, rendre compatibles tous les dispositifs (exemple : mieux articuler les dispositifs PTRE et OPAH),
- Le portage par un élu référent assisté d'un coordinateur dédié est indispensable,
- Les professionnels doivent s'appuyer sur la PTRE pour trouver les clients ; en tant que service « apporteur d'affaire », la PTRE sécurise les projets mais également la contractualisation entre le ménage et l'artisan, sans toutefois assurer le rôle d'assistant à maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre.

3. Les PTRE en phase expérimentale

3.1. Qui sont-elles ?

Depuis 2014, 7 PTRE se sont déployées en région couvrant une population de 644 000 habitants avec une moyenne de 92 000 habitants par PTRE (le territoire le moins peuplé comporte 42 000 habitants et le plus peuplé 149 000 habitants).

Les territoires porteurs sont :

- 2 Syndicats Mixte de Pays
- 1 Communauté de Communes
- 3 Agglomérations
- 1 Pôle d'Excellence Territorial Rural (PETR)

Ces territoires se sont engagés sur la base du cahier des charges établi conjointement par l'ADEME et la Région et qui définit une PTRE suivant les 3 principales missions :

- L'information, la sensibilisation et le conseil des particuliers du territoire visé en s'appuyant sur une stratégie de communication élaborée pour parvenir à l'identification précise de zones d'habitat (périmètre plus ou moins large) à engager en priorité dans un processus de travaux de rénovation énergétique.
- Une montée en compétence des professionnels du bâtiment (qui sera articulée avec les processus nationaux comme RGE), un travail sur la maîtrise des coûts des travaux et sur l'éclosion de regroupement d'artisans capable de proposer une offre de rénovation globale de l'habitat,
- L'Offre Unique de Financement qui consiste dans l'idéal à offrir aux particuliers une offre clé en main quant au financement de leurs travaux ; une offre globale alliant l'offre technique de travaux (et le groupement d'entreprises) et le plan de financement, devrait inciter à passer à l'acte.

Ces trois piliers sous-tendent évidemment la présence sur le territoire, d'un coordinateur afin d'assurer la gouvernance de la plateforme et une animation transversale avec les organismes professionnels, les organismes de formation, l'Espace Info Energie (EIE), l'ANAH, l'ADIL, ENVIROBAT, le CAUE, les établissements financiers, voire d'autres structures.

De même, ils impliquent l'appel à un coordinateur de travaux formé à cette approche PTRE.

7 chargés de mission animent ces PTRE, certains ont été embauchés spécifiquement pour assurer cette mission. Ils sont aidés, pour l'accueil des publics, par 6 conseillers info énergie référents mis à

disposition de l'espace info énergie du département. 5 formateurs-expert en rénovation complète et performante ont été formés pour assurer la formation des groupements d'entreprises constitués avec l'aide du coordinateur de la PTRE.

L'ancienneté de ces PTRE est la suivante (date de création)_: 2 en 2014-2015, 1 en 2016, 2 en 2017, 1 en 2018. A ce jour 7 autres territoires sont en réflexion.

3.2. Evaluations et retours d'expérience

Les indicateurs de résultats pour les 6 premières PTRE mise en place entre 2014 et 2017 :

- En 2017,
 - 2 612 ménages ont été conseillés dans le cadre d'une PTRE dont on estime que 70% sont passés en phase travaux
 - 79 animations de terrain réalisées pour repérer, sensibiliser les ménages (salon de l'habitat, campagne de thermographie, manifestations diverses, réunions collectives,
- Depuis 2014 :
 - 101 pré-visites à domicile réalisées par le CIE et/ou le coordinateur de la PTRE
 - 11 réunions de sensibilisation qui ont rassemblées 100 artisans en vue de les inciter à s'associer dans le cadre d'un groupement d'entreprises
 - 17 groupements d'entreprises créés soit 91 entreprises impliquées
 - 23 visites de logements par les groupements, accompagnés par le formateur-expert, avec réalisation d'un état des lieux architectural et technique et proposition d'une offre commerciale
 - 9 rénovations complètes et performantes livrées, réalisées par les groupements dans le cadre d'une formation-action (DOREMI ou équivalent), une dizaine en cours de chantier ou à venir. Taux de transformation à 40%.

Ces résultats positifs sont à modérer car on constate des résultats assez variable d'une PTRE à une autre et restent globalement en deçà des objectifs initiaux que les collectivités porteuses et leurs partenaires se sont fixés initialement.

Plusieurs constats ont été mis en évidence expliquant ces écarts.

Points d'amélioration :

- Le temps consacré à l'coordination est insuffisant dans la plupart des PTRE,
- Pour plusieurs PTRE l'animation de la PTRE est partagée entre plusieurs partenaires et manque de coordination (délégation trop importante de la coordination à un tiers par la collectivité porteuse)
- La gouvernance de la PTRE n'est pas toujours bien animée avec un nombre insuffisant de comité de pilotage et comité technique réalisé ; couplé à une valorisation insuffisante de l'ensemble de l'activité de la PTRE, on assiste alors à une démobilisation des partenaires et élus locaux qui n'ont qu'une vision partielle et parcellaire de l'activité de la PTRE,
- Les coordinateurs ne valorisent pas suffisamment l'ensemble de l'activité auprès de leurs partenaires et Elus conduisant ceux-ci à se démobiliser ou à avoir une vue biaisée de l'activité,
- Le portage politique est souvent très variable et parfois absent, plusieurs services de la collectivité étant concernés par le dossier PTRE : Développement Economique, Energie et Habitat.

- Plusieurs PTRE n'ont pas de lieu d'accueil dédié clairement identifié et emblématique,
- La communication est souvent insuffisante ou parfois brouillée,
- La mise en œuvre de la formation-action des groupements d'entreprises est chronophage pour le coordinateur au détriment des autres actions de la PTRE,
- Les PTRE se sont souvent enfermées dans le volet « rénovation complète et performante » et ont donc été perçues comme trop élitistes et avec des résultats en nombre de rénovation (de tout type) faibles,
- Dans une grande majorité des PTRE la réalisation des actions d'animation « de terrain » à destination des ménages, est insuffisante, pourtant indispensable pour faire connaître ce service et repérer les ménages,
- L'implication des collectivités infra (communauté de communes et communes) est souvent faible et leur mobilisation difficile à mener pour la collectivité porteuse
- L'articulation et les synergies sont à améliorer entre les dispositifs de la PTRE et ceux de l'ANAH (OPAH/PIG) car vu du côté de l'utilisateur comme deux dispositifs distincts et non articulés.
- La transversalité au sein des collectivités porteuses de la PTRE n'est pas toujours effective bien qu'indispensable notamment quand une politique de l'habitat préexistait à la création de la PTRE,
- la montée en charge est plus longue que prévue car la mobilisation des acteurs du bâtiment et de l'immobilier et des citoyens et la mise en place de la PTRE sont des tâches particulièrement chronophages et inertielles

Points positifs constatés par la Région, l'ADEME et les PTRE :

- Le service est très apprécié des ménages et des artisans y ayant eu recours,
- Progressivement une dynamique locale s'est enclenchée avec une montée en charge longue mais progressive et constante
- Sur les territoires ce service public de proximité, de qualité et de confiance, est progressivement identifié
- Les PTRE ont permis l'émergence de groupements d'entreprises qui étaient quasiment inexistantes auparavant ou pas connus des ménages souhaitant réaliser des travaux,
- Les structures porteuses des EIE, pour la plupart, y voient un intérêt car ça leur permet de s'ancrer sur les territoires et de gagner de nouveaux partenaires,
- Le partenariat PTRE/ ADIL-EIE permet à la PTRE de bénéficier du savoir-faire et des compétences de l'ADIL-EIE (en termes d'organisation d'événements de mobilisation des particuliers, notamment) ainsi que du standard téléphonique assuré 5j/7 et de l'appui de l'ensemble de l'équipe de l'ADIL (autres conseillers EIE que celui dédié à la PTRE et juristes ADIL). Le conseiller EIE bénéficie de la dynamique et des outils du réseau PRIS qu'il va mettre au service du territoire qui porte la PTRE.
- C'est un dispositif concret pour les ménages, qui dans les zones rurales, sont parfois démunis,
- Cet outil créé de l'activité économique dans le secteur du bâtiment localement,
- Les opérations programmées de l'habitat (OPAH) de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat Résultats (ANAH) fonctionnent bien quand ces opérations sont situées sur le territoire d'action d'une PTRE,
- De nouveaux métiers émergent: coordinateur de PTRE, formateur-expert en rénovation globale,
- Les territoires qui portent ce service sont vus comme pionniers,
- Une PTRE est un véritable outil opérationnel pour concrétiser les PCAET des EPCI dans le secteur du bâtiment.

Ces éléments sont issus :

- des retours d'expérience recensés par la Région Centre-Val de Loire et l'ADEME sur les 6 PTRE opérationnelles début 2018.
- de l'évaluation nationale commanditée par l'ADEME et réalisée par ATEMA Conseil,
- ainsi que d'une analyse complémentaire menée sur 2 PTRE de la Région dans le cadre de la mission menée à l'automne 2017 par ATEMA Conseil pour le compte de l'ANAH, dans le cadre du travail de réflexion ANAH/ADEME/Région Centre-Val de Loire sur l'articulation des dispositifs de l'ANAH et des PTRE.

4. Cahier des charges d'une PTRE : objectifs, périmètres, missions et modalités de mise en œuvre

Ce cahier des charges comprend **33 orientations stratégiques (OS)** et **69 orientations opérationnelles (OO)** nécessaires pour garantir la mise en œuvre et la réussite d'une PTRE. Elles sont classées par thématiques principales qui sont :

- Les missions globales
- Les cibles et les objectifs opérationnels
- Les axes d'intervention
- Le portage du service
- Les moyens de coordination
- La gouvernance et les partenariats
- La stratégie de Communication
- Le suivi-évaluation

Les grands principes d'une PTRE sont :

- **Lisibilité** du service apporté aux ménages et aux acteurs professionnels du bâtiment
- **Proximité** / Accessibilité du service
- **Gouvernance** la plus large
- **Pérennité** du service public dans la durée

L'objectif d'une PTRE est de dynamiser, sur son territoire, le marché de la rénovation des logements en mettant le curseur sur l'amélioration de leur performance énergétique. Conformément aux objectifs nationaux déclinés régionalement, il s'agit de doubler le nombre de logements rénovés par rapport à la situation actuelle tout en visant des rénovations ambitieuses et de qualité garantant d'une diminution notable des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre.

Une PTRE constitue un service public qui induit des retombées économique principalement pour le secteur du bâtiment sur son territoire avec pour conséquence la création d'emploi, l'amélioration des conditions d'habiter, l'attractivité du territoire, la lutte contre la précarité et vulnérabilité énergétique avec pour finalité une meilleure résilience face aux enjeux du dérèglement climatique.

C'est sur ces orientations que la Région, l'ADEME et les services de l'Etat (DREAL, DDT's) s'appuieront pour analyser les projets qui seront déposés à l'appel à manifestation d'intérêt qui sera lancé en CPR du 8 mars 2019 dont le but est d'apporter une aide financière aux collectivités de la région Centre-Val de Loire souhaitant créer ou renouveler une PTRE.

4.1.Missions globales des PTRE

Une PTRE est un dispositif ancré sur un territoire donné qui propose une mission de service public de proximité dédié aux ménages qui souhaitent rénover d'un point de vue énergétique leur logement. Idéalement *la PTRE s'articulera avec des missions plus larges en matière*

d'amélioration de l'habitat (accessibilité, salubrité,...). A terme quand elles seront organisées pour assurer les missions attendues des PRIS, les PTRE porteront les missions de PRIS unique sur leur territoire.

Les missions dévolues aux PTRE sont les suivantes :

- Faire émerger une demande de travaux des ménages en simplifiant les processus au sein d'un « service intégré de la rénovation de l'habitat » traitant de l'amont à l'aval du projet avec suivi des gains énergétiques,
- Mobiliser les professionnels du bâtiment et les accompagner pour mieux aborder le marché de la rénovation de l'habitat privé et plus particulièrement celui de la rénovation complète et performant et ses spécificités,
- Faciliter l'accès aux divers mécanismes financiers pour proposer une offre globale de financement et orienter les ménages vers des organismes proposant un accompagnement adapté.
- Développer une animation et une gouvernance qui associent l'ensemble des parties prenantes (acteurs de l'immobilier) afin de créer une dynamique d'acteurs.

La PTRE assure au moins la mission du PRIS à l'échelle de son territoire et peut être considéré comme un SPPEH au sens de la Loi TECV.

4.2. Cibles et Objectifs opérationnels

La question des cibles visées par le service apporté par une PTRE peut être abordée selon trois thèmes : les publics, les typologies d'habitat, la nature du marché de la rénovation.

Dès la création de la PTRE des objectifs opérationnels quantitatifs et qualitatifs doivent être fixés :

Les orientations selon ces cibles sont les suivantes :

Les bénéficiaires :

- OS 1 : une PTRE apporte un service public à tous les propriétaires occupants ou bailleurs de leur logement(s) quel que soit leur niveau de vie/ revenu ainsi qu'à tous les professionnels intervenants sur le champ de la rénovation énergétique de l'habitat.
- OS 2 : elle doit aussi mobiliser tous les acteurs composant la chaîne de valeur du marché de la rénovation des logements : professionnels du bâtiment et de l'immobilier que les ménages sollicitent sur les questions liées à leur projet d'habitat.

Les typologies de logements :

- OS 3 : la cible prioritaire des PTRE est le secteur du logement privé en maisons individuelles (en diffus, en lotissement, en centre-ville et de bourg) et en copropriétés collectives.
 - OS 4 : Les actions menées par la PTRE sur le volet mobilisation des professionnels et de la filière bâtiment et pour la montée en compétences peuvent bénéficier à l'ensemble du champ de la rénovation (logements et bâtiments tertiaires).
-

Le marché et la typologie de travaux de rénovation énergétique :

- OS 5 : une PTRE, avant tout, fait émerger une dynamique de rénovation sur son territoire en stimulant à la fois la demande « classique » de travaux (travaux partiels, par étape) mais tout en s'efforçant de monter en qualité les projets (de tous les ménages éligibles ou pas aux aides de l'ANAH) par les conseils approfondis « amont » proposés par ses services.
- OS 6 : les objectifs quantitatifs et qualitatifs des PTRE à court, moyen et long terme participeront à l'atteinte des objectifs régionaux en cohérence avec les spécificités du territoire, notamment pour l'indicateur « nombre de logements rénovés » à atteindre annuellement. Il s'agit de s'inscrire dans une logique de montée en charge du marché de la rénovation sur quelques années. Ces objectifs devront être compatibles avec ceux des PCAET et PLH des EPCI comprises dans le périmètre territoriale de la PTRE.
- OS 7 : l'objectif quantitatif doit être complété par des objectifs qualitatifs dans une logique de mutation progressive du marché de la rénovation énergétique des logements vers un marché de la rénovation complète et performante. La PTRE met en œuvre les actions nécessaires pour faire émerger un marché de la rénovation globale et performante.
- OS 8 : en amont de la définition des objectifs, le territoire porteur du projet de PTRE doit élaborer une monographie du parc de logement (typologie, ancienneté, performance,), des ménages qui y résident (PO, PB, classification sociale, etc.....) et du tissu des professionnels qui interviennent dans ce secteur (BTP, immobilier).
- OO 1 : le moment « clef » des mutations de biens immobiliers est à cibler car favorable à la réalisation de travaux (site non occupé, projet des acheteurs pour lancer une rénovation,).
- OO 2 : la remise aux normes des logements vacants dans les centre-bourg ou anciens en vue de les remettre sur le marché peut être une cible de la PTRE.
- OO 3 : les objectifs pourront aussi être déclinés selon les ménages éligibles aux aides de l'ANAH et les autres.

4.3. Les axes d'intervention

Ils sont au nombre de 3 à minima :

- ***Emergence de la demande*** : la PTRE stimule une demande de travaux sur son territoire; pour cela elle doit mettre en œuvre des actions de terrain conséquentes, complétées par un conseil poussé.
- ***Offre globale de financement*** : En lien avec les dispositifs Régionaux en cours de développement et ceux de l'Etat (programme ANAH notamment), la PTRE facilite l'accès aux divers mécanismes financiers pour proposer une offre globale de financement.
- ***Structuration de l'offre*** : la PTRE met en œuvre des actions de structuration de l'offre professionnelle (mobilisation, accompagnement, montée en compétences, formation,...) relative à la définition et réalisation des travaux.

Emergence de la demande

Des actions de repérage du type :

- OO 4 : mettre en œuvre des actions d'animation conséquentes, pertinentes, de terrain dans l'objectif de toucher, mobiliser et stimuler un maximum de personnes quel que soit les revenus. Ces actions devront être nombreuses au démarrage de la PTRE afin de faire

connaître ce service et d'en assurer la notoriété. La coordination de ces actions est assurée par le coordinateur de la PTRE qui s'appuiera sur les outils de l'EIE et l'expérience du conseiller info énergie référent, voire sur des offres spécifiques et innovantes développées par d'autres acteurs (Opérateurs ANAH, La Poste,...).

- *OO 5* : Dans le cas où la collectivité porte à la fois une PTRE et une OPAH ou qu'une collectivité infra du territoire PTRE porte une OPAH, la responsabilité globale de mise en œuvre du volet «sensibilisation et repérage des ménages» des deux dispositifs revient à la PTRE. Elle réalisera par conséquent les actions en déléguant, si besoin, une partie de celles-ci à un ou plusieurs tiers (opérateur ANAH, autres acteurs....) ; dans le cas d'un portage différencié de l'OPAH et de la PTRE une coordination entre les deux collectivités doit être mise en œuvre pour tendre vers un guichet unique assuré par la PTRE
- *OO 6* : organiser des actions d'information des différents services en charge de l'accueil des ménages au sein des communes, des services publics (CAF, MSAP, etc....) pour faire la promotion des services de la PTRE. Des formations peuvent être envisagées afin de les professionnaliser dans l'objectif de bien capter et orienter les ménages.
- *OO 7* : réaliser des réunions d'information et des permanences dans les grandes entreprises du territoire ou sur les lieux de négoce qui brassent du monde mais aussi dans les lieux d'accueil du public, lieux qui centralisent des services publics diversifiés (MSAP par exemple, maison de l'habitat....).

Des actions de conseils approfondis sur les projets des ménages :

- *OS 9* : conseiller de manière neutre et gratuite les ménages pour les inciter à aller plus loin dans leur projet de travaux en termes d'ambition énergétique mais aussi d'utilisation de matériaux biosourcés et d'installations d'énergie renouvelable.
- *OS 10* : offrir un service public de conseil technique facilitateur et de confiance proposé aux ménages pour les inciter à passer à l'acte, notamment en les aidants en phase amont à monter leur projet et à prendre les bonnes décisions de travaux.
- *OS 11* : se concentrer sur un conseil complet (à la fois technique et financier) permettant la prise de décision ; à noter que l'accompagnement « post décision » est assimilable à une assistance à maîtrise d'ouvrage ou à une mission de maîtrise d'œuvre et relève du champ concurrentiel, ce qui implique qu'il doit être rétribué financièrement (hors champs de la formation)
- *OS 12* : dans le cas où une PTRE souhaite proposer une assistance à maîtrise d'ouvrage post décision de travaux (aide au choix des entreprises, à la validation des devis, au suivi des travaux), elle le fait uniquement s'il y a carence d'initiatives privées sur son territoire ; toutefois la PTRE privilégiera les offres d'accompagnement suivantes :
 - Celle proposée par l'opérateur ANAH pour les ménages éligibles aux aides de l'ANAH et qui sollicitent ce dispositif,
 - Celle de la société de tiers financement régionale (en cours de constitution) à partir du moment où le ménage souhaite recourir à cette offre,
 - à défaut l'accompagnement réalisé par la PTRE devra être tarifé car rentrant dans le champ concurrentiel
 - Cette option ne s'applique pas quand l'accompagnement est réalisé dans le cadre spécifique des formations-actions.

- OO 8 : la PTRE peut réaliser un pré-diagnostic du logement à titre de sensibilisation. Dans les cas opportuns, pourra être proposé la réalisation d'un diagnostic à domicile par des professionnels experts en complément du conseil apporté par la PTRE.
- OO 9 : proposer une organisation (en lien avec délégation locale de l'ANAH, opérateurs ANAH, pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne, SOLIHA, ADIL, ...) permettant d'orienter le ménage vers les acteurs compétents, (), pour apporter le conseil le plus adapté à la demande du ménage au-delà de la performance énergétique de son logement, notamment sur les volets 'habitat indigne, adaptation à la perte d'autonomie, ect....
- OO 10 : en articulation avec l'offre de la SFT, proposer un suivi « post travaux » afin de s'assurer des performances énergétiques du logement et en offrant un accompagnement aux ménages sur l'adoption d'écogestes dans leur logement. Le cahier des charges de ce suivi post travaux sera à définir.
- OO 11 : mettre en place un processus de suivi « client » (type CRM) afin de professionnaliser le service dans un optique de pouvoir relancer les ménages à propos de leur projet (relancer la réflexion, point d'avancement dans la réalisation de leur projet, suivi consommation post travaux).

Offre globale de financement

- OS 13 : assurer un conseil de type « tiers-ingénierie financière » qui se traduit par l'élaboration d'un pré-plan de financement persuasif intégrant des estimations de coûts de travaux mis au regard de l'ensemble des aides publiques et prêts mobilisable dans une logique d'optimisation.
- OO 12 : faire la promotion des différents dispositifs d'aides publiques nationaux, régionaux et locaux.
- OO 13 : assurer une mission de tiers-ingénierie de confiance pour le compte des financeurs (analyse technique de recevabilité des dossiers pour les banques, pour la Région,) ;
- OO 14 : élaborer des outils opérationnels pour faire des simulations de plan de financement.
- OO 15 : mobiliser les acteurs bancaires de son territoire via des actions de communication, d'informations, voir en tissant des partenariats opérationnels pour faciliter la mobilisation des produits financiers dédiés à la rénovation des logements (prêt travaux, prêts immobilier).
- OO 16 : organiser des groupes de travail entre financeurs pour mettre en œuvre des processus de simplification des dossiers administratifs de demande d'aide.
- OO 17 : en lien avec les financeurs proposer un dossier unique de financement.
- OO 18 : créer éventuellement un dispositif d'aide complémentaire aux aides existantes notamment pour aider les projets de rénovation complètes et performantes dans le cadre de formations-action.
- OO 19 : la PTRE devra faire la promotion de l'ensemble des dispositifs financiers mobilisables par les ménages dont l'offre de tiers-financement portée par la STF régionale et les dispositifs de l'ANAH ; pour cela elle préparera le terrain via le conseil technique et financier approfondi apporté au ménage en amont.

Structuration de l'offre

- OS 14 : les actions d'accompagnement et de mobilisation de la filière professionnelle qui sont menées par la PTRE s'inscrivent dans le cadre régional établi par la Région en lien avec les partenaires compétents en matière de développement économique, de formation,...
- OS 15 : accompagner et inciter les entreprises à se regrouper et à se constituer en groupement de compétences (sur la base du volontariat) afin de stimuler la création d'une offre de rénovation globale performante et compétitive.
- OS 16 : mobiliser les acteurs de la MOE (architectes, maîtres d'œuvre) pour développer une offre adaptée à la rénovation énergétique complète et performante des logements (complémentaires de la logique DOREMI).
- OO 20 : décliner sur son territoire des formations « métiers » et « rénovation globale adaptée à la typologie de l'habitat » destinées aux entreprises du bâtiment : RGE, etc.... Notamment en s'appuyant sur la démarche de la formation-action DOREMI.
- OO 21 : Participer à la définition et à la mise en œuvre un processus de vérification de la qualité des rénovations complètes et performantes réalisées par les groupements en post formation-action.
- OO 22 : impliquer les entreprises, à travers une charte, afin qu'elles fassent la promotion des services de la PTRE à leurs clients pour qu'ils bénéficient d'un accompagnement pour monter en qualité des projets dans une logique de « donnant-donnant ».
- OO 23 : animer la mobilisation des mécanismes de financement relatifs aux formations dédiées aux artisans du bâtiment.
- OO 24 : venir compléter le financement de ces formations si la prise en charge par les fonds formation n'est pas totale.
- OO 25 : mobiliser les professionnels de l'acte de construire à travers la visite de réalisations exemplaires et de chantiers école
- OO 26 : proposer aux groupements d'entreprises déjà constitués et déjà formés, s'ils le désirent, de formaliser juridiquement leur association en s'appuyant sur la boîte à outil d'ENVIROBAT Centre et l'accompagnement proposé par les organisations professionnelles.
- OO 27 : mettre en place un système de référencement des artisans du territoire impliqués dans des dispositifs de montée en compétence : RGE, formations aux gestes, formation-action (liste complémentaire au RGE mise à disposition des ménages).

4.4. Portage du service

Le portage d'une PTRE dépend de plusieurs facteurs qui sont la couverture territoriale envisagée, la capacité de la structure à porter, la dynamique politique sur le territoire.

- *OS 17* : le portage d'une PTRE doit être assuré par une collectivité car la plus à même de porter cette mission de service public sur son territoire, l'option d'une délégation de service public devra être argumentée car ce montage ne semble pas des plus pertinents compte-tenu de la nécessaire articulation avec d'autres dispositifs préexistants ;
- *OS 18* : les collectivités de type EPCI ou groupement d'EPCI (type PETR ou regroupement sous une forme ad-hoc de plusieurs EPCI) à fiscalité propre ayant en charge des compétences énergie et/ou habitat et/ou économique sont particulièrement légitimes à porter une PTRE. La loi TEPCV cite les EPCI sur ce champ du SPPEH.
- *OO 28* : les collectivités les mieux placées pour porter une PTRE sont :
 - Celles qui englobent une population d'au moins 50 000 habitants ;
 - Celles qui couvrent globalement un bassin de vie.
 - Celles qui ont contractualisé avec la Région dans le cadre des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriales (CRST) et/ ou des Contrats de Développement Economique.

L'échelle départementale ne semble pas pertinente (voire à proscrire) car trop grande pour assurer des missions de proximité sur les territoires avec un fort risque de dilution des actions de la PTRE. Les échelles territoriales couvrant une population inférieure à 50 000 habitants sont à éviter cependant certains territoires spécifiques ou enclavées peuvent envisager le déploiement de ce service. Toutefois la PTRE devra anticiper les éventuelles difficultés à mobiliser suffisamment les ménages et les professionnels et donc d'envisager des actions innovantes pour pallier à cette difficulté.

- *OO 29* : le portage interne de la mission doit être transversal avec une implication de l'ensemble des services et Elus concerné est fortement recommandé (mode projet ou service transversal)

4.5. Les moyens de coordination et d'animation

Les moyens de coordination et d'animation à mobiliser sont cruciaux pour garantir l'efficacité d'une PTRE.

- *OS 19* : l'équipe d'une PTRE doit être composée à minima d'un coordinateur et d'un conseiller info énergie. Ces deux agents doivent travailler en collaboration étroite.
- *OO 30* : le coordinateur doit être un agent de la collectivité porteuse de la PTRE (fonctionnaire, contractuel) qui se consacre exclusivement et à part entière à la coordination de la PTRE (hors conseil des ménages). Ses activités sont cadrées dans une fiche de poste dédiée (voir annexe 2).
- *OO 31* : la PTRE doit être identifiée par un lieu d'accueil physique des ménages accessibles et identifiables représentant le service public proposé.
- *OO 32* : la délégation d'une partie des missions du coordinateur à un organisme tiers (chambres de métiers et de l'artisanat, ...) notamment sur le volet mobilisation des professionnels est envisageable ; dans ce cas, le partenariat doit être formalisé et cadré (temps dédié et suivi) en mettant en place des modalités de collaboration détaillée entre les deux coordinateurs, avec un lien fort avec le conseiller info énergie. Quel que soit l'objet de la délégation, le pilotage de la coordination globale reste du ressort du coordinateur de la collectivité.

4.6. La gouvernance et partenariats

L'animation de la PTRE nécessite la mise en œuvre d'une gouvernance associant les acteurs publics et privés du bâtiment et de l'immobilier. La PTRE s'inscrit également dans une dynamique territoriale incluant le Plan Climat Air Energie, le Contrat d'Objectif Territorial « Energies Renouvelables »,...

Une PTRE doit s'appuyer sur l'ensemble des acteurs et organismes en place qui doivent contribuer au service et en devenir de véritables parties prenantes ; ces acteurs doivent devenir des ambassadeurs de ce service PTRE en utilisant tous les moyens d'en faire la promotion.

- OS 20 : un partenariat est requis entre la collectivité porteuse de la PTRE et la structure porteuse de l'Espace Info Energie (EIE) ainsi que de la structure délégataire d'une partie de la coordination s'il y a lieu.
- OS 21 : la PTRE a pour mission de mobiliser l'ensemble des professionnels intervenant dans la chaîne de valeur de l'immobilier (agences immobilières, notaires, courtiers, banques...)/ bâtiment (artisans, MOE, fournisseurs/ distributeurs de matériaux, architectes,...voir annexe 5) afin de les impliquer dans la dynamique locale. Chaque acteur et plus particulièrement les organisations professionnelles du bâtiment CAPEB et FFB, les chambres de Métiers et de l'Artisanat, l'ordre des Architectes et l'UNSAFA pourront matérialiser leur engagement en signant une convention de partenariat avec la PTRE détaillant le rôle de chacun. Ces partenariats doivent être cohérents avec les partenariats établis à l'échelle régionale.
- OS 22 : un partenariat spécifique devra être tissé avec la société de tiers-financement régionale qui sera mis en œuvre en 2019 par la Région et ses partenaires, considérant les PTRE comme les relais locaux. Cela se traduira par une convention d'objectif de moyens et de résultats engageant chacune des parties. *Il restera à définir dans quelles conditions un ménage éligible aux aides de l'ANAH sera orienté vers la STF par l'opérateur ANAH via la PTRE.*
- OS 23: le coordinateur de la PTRE doit participer au comité PRIS mis en œuvre à l'échelle départementale, il devra alimenter ou compléter la base de données collective de suivi des contacts du ou des PRIS.
- OO 33 : l; la collectivité et la structure porteuse de l'EIE signent une convention de partenariat visant à définir les modalités selon lesquelles le conseiller info énergie (CIE) sera affecté au territoire ainsi que les actions à déployer e conseiller info énergie se consacre exclusivement et à part entière à ses missions de stimulation de la demande (actions d'animation de terrain en lien avec le coordinateur) et de conseils auprès des ménages du territoire de la PTRE. Ses activités sont cadrées dans une fiche de poste dédiée (voir annexe 3). la collectivité porteuse de la PTRE doit s'appuyer sur la structure porteuse de l'EIE de son département pour assurer le volet « stimulation et émergence de la demande » de la PTRE. Le CIE « référent » de la PTRE assure le point d'accueil de la PTRE pour les ménages sur le territoire. Il a pour mission de les conseiller de manière approfondie dans leur projet.
- OO 34: la mise en œuvre d'un comité de pilotage qui réunit les représentants Elus de ces mêmes organismes signataires de 2 à 3 fois par an et/ou autant que de besoin.
- OO 35 : un Elu de la collectivité porteuse de la PTRE doit être nommé par ces pairs comme Elu référent en charge de la PTRE.

- OO 36 : la mobilisation des élus des collectivités du territoire (communes, intercommunalités) impliqués dans la PTRE est un facteur clé de la réussite d'une PTRE notamment ceux en charge des questions de logement/habitat, de développement économique et d'environnement (notamment PCAET), les missions d'une PTRE étant à la croisée de ces thématiques, une instance interne réunissant ces élus doit être constituée pour assurer les échanges de manière transversale et en mode projet.
- OO 37 : un comité technique qui réunit l'ensemble des « techniciens » des organismes signataires de la convention de partenariat avec un rôle très opérationnel, il se réunit tous les trimestres ou autant que de besoins.
- OO 38 : le fonctionnement interne en mode projet de la collectivité porteuse du projet PTRE nécessite l'élaboration d'une lettre de mission et d'une feuille de route co-rédigées par les dirigeants de la collectivité et validées par les élus référents. Les différents services concernés sont informés et participent à la suite aux COPIL de la PTRE.
- OO 39 : les Elus des EPCI et communes infra du territoire couvert par la PTRE sont associés à cette gouvernance, une commission spécifique de suivi peut être constituée à cette occasion ou des réunions régulières d'information peuvent être organisées.
- OO 40 : pour garantir une animation de qualité de la gouvernance (COTECH, COPIL, ...), le coordinateur respecte les modalités opérationnelles fournies dans le cadre du centre de ressource régional des PTRE.
- OO 41 : à chaque COPIL le suivi des indicateurs de réalisation de la PTRE est présenté (tableau de bord).
- OO 42 : une charte de fonctionnement du COPIL est mise en place pour cadrer son fonctionnement.
- OO 43 : la mobilisation des élus des collectivités en charge des politiques logement/habitat, urbanisme, social et développement économique est indispensable pour faire connaître le service auprès des ménages, ces collectivités doivent être signataires de la convention cadre de partenariat.
- OO 44 : la mobilisation des organisations professionnelles (FFB, CAPEB, UNSA, CROAC, ...) et des chambres de Métiers et de l'Artisanat est très importante : la PTRE sollicitera ces acteurs pour monter des projets spécifiques destinés à apporter des outils, méthodes, formation aux artisans du territoire dans une logique de montée en qualité des projets de rénovation.
- OO 45 : la formalisation du partenariat est importante : pour cela il est nécessaire d'impliquer l'ensemble des parties prenantes à travers la signature d'une convention-cadre d'objectif ou d'une charte d'engagement ou d'un pacte de partenariat car cela permet d'acter la contribution de chacun des partenaires dans l'atteinte des objectifs communs de la PTRE.
- OO 46 : le conseiller info énergie devra être présent sur le territoire à minima 3 jours par semaine et autant que de besoin pour assurer une « permanence quasi permanente »
- OO 47 : dans le cas où la structure porteuse de l'EIE du département est dans l'impossibilité d'embaucher de nouveaux conseillers (pour des raisons matérielles, de statut, de financement), un portage en direct du CIE pourrait être envisagé exceptionnellement. Afin

que le conseiller soit agréé « conseiller info énergie » et intègre le réseau régional et national. Le territoire devra faire une demande officielle à la Région et l'ADEME et s'engager à :

- signer la charte des missions relatives à l'activité des espaces info énergie de l'ADEME,
- inciter le conseiller à participer au réseau régional des conseillers des EIE
- utiliser les outils ADEME (outils de suivi de l'activité, formation, etc....)

- **OO 48 :** chaque PTRE sélectionne un organisme de formation qui pourrait porter localement la formation-action DOREMI ainsi que d'autres initiatives en la matière,
- **OO 49 :** une convention de partenariat spécifique entre la collectivité porteuse de la PTRE, la structure qui porte la démarche DOREMI au niveau national ou autres structures (dans le cas d'une autre démarche) et l'organisme de formation sélectionné par la collectivité devra acter l'engagement de chacun à mettre en œuvre la formation-action dans le respect du cahier des charges de l'initiateur (DOREMI ou autre structure pour d'autres dispositifs).
- **OO 50 :** les PTRE doivent aussi engager des partenariats avec les organismes de formation qui disposent d'outils de formation comme les plateaux techniques de formation (PRAXIBAT) qui sont au nombre de 16 en région Centre-Val de Loire. Ces plateaux proposent des formations aux gestes techniques qui sont très complémentaires au formation-action mises en œuvre dans les PTRE même si ces plateaux ne sont pas toujours situés sur le territoire.

Partenariat avec la délégation départementale de l'ANAH et ses opérateurs :

- **OS 24 :** la délégation de l'ANAH départementale assurée par la DDT du département est systématiquement intégrée dans le projet de PTRE notamment à travers la signature de la convention de partenariat impliquant l'ensemble des partenaires de la PTRE ainsi que les délégataires des aides à la pierre concernés.
- **OS 25 :** de même, le ou les opérateurs ANAH chargés d'animer les OPAH/PIG du territoire, s'il y a lieu, et d'assurer l'accompagnement des ménages dans le cadre du programme habitez mieux sont à intégrer dans le projet, ils sont signataires de la convention de partenariat. Il peut être envisagé une convention tripartite qui permettrait de bien définir les engagements de chacun et l'articulation, le portage et la répartition des actions entre la PTRE, la collectivité délégataire des aides à la pierre et l'opérateur ANAH.
- **OO 51 :** la collectivité porteuse de la PTRE ou du projet de PTRE, qui se projette ou s'engage à mettre en œuvre dans le même temps une OPAH, doit faire en sorte d'adopter un périmètre géographique identique entre les deux dispositifs. Pour cela il est recommandé de lancer de manière groupée et coordonnée les études de préfiguration PTRE et pré-opérationnelles OPAH. Dans le cas où la collectivité porteuse de la PTRE ne porte pas l'OPAH, elle pourrait néanmoins assurer la coordination des OPAH infra-territorial en lien avec les collectivités porteuses des OPAH.
- **OO 52 :** une commission technique spécifique permettant des échanges entre le coordinateur, le conseiller de la PTRE, la DDT/ANAH du département et le ou les opérateurs ANAH est à créer, cette commission doit permettre de faire un point régulier sur l'état d'avancement des projets des ménages du territoire accompagnés par les uns et les autres, elle est animée par le coordinateur de la PTRE.

4.7. La stratégie de communication

- OS 26 : la communication relative aux PTRE réalisée par la collectivité porteuse respecte, s’articule, est compatible avec le plan de communication régional avec un souci de lisibilité et simplicité pour le citoyen quel que soit son niveau de revenu (articulation avec les dispositifs ANAH)
- OS 27 : la PTRE utilise le portail web PTRE « E-CARRE » développé à l’initiative de la Région et de l’ADEME
- OS 28 : cibler tous les ménages du territoire qu’ils soient éligibles ou non aux dispositifs de l’ANAH ainsi que les acteurs du bâtiment et de l’immobilier du territoire qui sont les premiers prescripteurs des ménages dans le cadre de leur travaux dans leur logement.
- OS 29 : viser l’angle « rénovation de l’habitat » au sens large, en effet une communication trop « énergie » ne mobilise pas suffisamment les ménages ; il s’agit d’orienter dans un deuxième temps vers les bons interlocuteurs selon la demande et en profiter pour « embarquer » des travaux de rénovation énergétique si possible.
- OS 30 : s’appuyer sur la signature commune nationale « FAIRE » sortie en septembre 2018.
- OO 53 : faire en sorte d’unifier les dispositifs en affichant une communication unique, notamment dans le cas une ou des OPAH et une PTRE coexistent.
- OO 54 : définir un plan de communication efficace et pérenne (actions, calendrier) notamment lors de la création et le déploiement de la PTRE pour faire connaître les services de la PTRE dans une logique de guichet unique.
- OO 55 : utiliser des outils de communication innovants et modernes (réseau sociaux, vidéos, outils marketing,)
- OO 56 : s’appuyer sur les relais pour diffuser les outils de communication : artisans, accueil des mairies, négoce de matériaux, agents immobiliers.....
- OO 57 : proposer un lieu bien identifié d’accueil du public de type maison de l’habitat ou équivalent.
- OO 58 : développer un réseau de point d’accueil de services publics du territoire pour délocaliser l’accueil du grand public (MSAP, etc.....)
- OO 59 : mettre en place des réunions d’information destinée aux partenaires relais pour les aider à bien faire la promotion des services de la PTRE

4.8. Le suivi-évaluation

Le suivi- évaluation est indispensable pour mesurer l’atteinte des objectifs que la PTRE s’est assignée

- OS 31 : la PTRE met en œuvre des outils permettant de mesurer sur son territoire la dynamique de rénovation énergétique, outils s’inscrivant dans le cadre régional défini par la Région (en lien avec l’ADEME et la DREAL).

- OO 60 : mettre en place un tableau de bord de suivi des objectifs et l'actualiser régulièrement. Les indicateurs de résultats sont qualitatifs et quantitatifs. L'efficacité du dispositif devra être évaluée (moyens consacrés au regard des résultats) notamment en ce qui concerne les impacts financiers consacrés au regard de l'activité économique engendrée sur le territoire par les rénovations. Des outils seront mis à disposition par l'ADEME et la Région. Les indicateurs seront fournis aux EPCI du territoire couvert par la PTRE pour alimenter le suivi de leur PCAET.
- OO 61 : à chaque COPIL une revue des indicateurs du tableau de bord doit être réalisée en se comparant aux objectifs visés initialement et dans une logique de suivi dans le temps.
- OO 62 : mettre en œuvre des outils d'observation dynamique du marché de la rénovation des logements notamment en s'appuyant sur l'éventuel observatoire régional en la matière qui pourrait être créé.

5. Moyens de soutien et d'accompagnement pour les PTRE

5.1. Le Centre de Ressources régional

Au niveau régional, la Région et ses partenaires (ADEME, DREAL, ENVIROBAT, GIP RECIA,...) s'engagent à mettre en œuvre un centre de ressources dédié aux PTRH afin de les aider à se déployer, à développer un service de qualité et à professionnaliser les différents acteurs impliqués.

Le centre de ressource des PTRH doit apporter aux nouvelles PTRH mais aussi à celles qui sont déjà opérationnelles un ensemble de ressources, pour permettre de :

- mutualiser et de profiter des productions déjà réalisées par les PTRH en activité
- faciliter la réalisation des missions au quotidien
- professionnaliser les acteurs de la PTRH avec des outils métiers

Cela se traduit par la production et la mise à disposition :

- d'une boîte à outil comprenant :
 - un espace centralisant les ressources documentaires produites et à mutualiser du type : guides méthodologiques, procédures, compte rendus, livrables, cahiers des charges, diaporama, relatifs à la gouvernance de la PTRH, aux actions de terrain, à la communication, à la mobilisation et la montée en compétence des artisans, aux conseils approfondis apportés des ménages et la gestion des ressources humaines,
 - des outils métiers :
 - fourniture de différents outils numériques :
 - portail web Régional ECARRE dédié aux PTRH permettant de communiquer sur l'offre de services et de suivre les projets,
 - portail DIAPASON dans le cadre du programme FACILARENO, lauréat de l'appel à programme CEE, outil collaboratif pour le suivi de la formation/action DOREMI
 - Système d'information géographique CASBAA, projet dédié à la planification territoriale des programmes de rénovation énergétique des logements
 - outil numérique pour la réalisation de diagnostic énergétique pour sensibiliser les ménages : P2E, CAPRENO+,
 - plan de formation des conseillers et coordinateurs : formation sur les méthodes pour mobiliser les ménages et les artisans, etc...,

- D'un recueil de retour d'expériences comprenant : des bilans d'évaluation, des fiches de retours d'expérience de chaque PTRH ou de dispositifs innovants mis en œuvre par des PTRH,
- D'un réseau régional d'échange entre PTRH : groupes de travail thématiques, veilles, Qui se réunit de 2 à 3 fois par an.
- D'une offre d'accompagnements pour aider les PTRH à :
 - à mettre en œuvre des actions de terrain spécifiques de repérage des ménages
 - à la mise en œuvre des processus organisationnels, des outils, de la gouvernance, pour celles en devenir
 - s'approprier les différents outils numériques (formation de prise en main, maintenance, etc.....)
 - mobiliser les fonds de formation relatifs au programme de formation de montée en compétence des acteurs du bâtiment.

Pour cela les moyens qui seront mobilisée sont ceux de la Région, l'ADEME et d'ENVIROBAT Centre. L'offre de service du programme FACILARENO développé par DOREMI (projet lauréat du programme national CEE) sera aussi proposée notamment aux PTRE's qui déploient la démarche DOREMI concernant le champ de la rénovation complète et performante des logements. Cet accompagnement spécifique consistera à :

- proposer des formations pour les coordinateurs, conseillers afin de faciliter la mobilisation des ménages et des artisans,
- former de nouveaux formateurs-experts,
- mettre en œuvre d'un dispositif de suivi de la qualité des rénovations,
- mettre à disposition des PTRE l'outil numérique DIAPASON,
- aider la PTRE à animer le réseau des artisans déjà formés dans le cadre de la démarche DOREMI,
- mettre en œuvre un système de qualification des artisans.

Les lauréats profiteront de l'ensemble de la palette d'offre de service du centre de ressources.

- OS 32 : la collectivité porteuse de la PTRE s'engage à utiliser les outils déployés dans le centre de ressource : ressources documentaires, guide méthodologique, outils métiers, ...
- OS 33 : participer à la vie du réseau régional des coordinateurs PTRE qui se réunit environ 3 à 4 fois par an et qui dispose d'une liste d'échange en continue. S'il y a lieu, participer à la vie d'un réseau départemental animé par des DDT ou structures départementales porteuses d'un PRIS en lien avec la Région dans un principe de solidarité entre PTRE du département.
- OO 63 : adhérer à ENVIROBAT et au GIP RECIA qui portent certains outils proposés par le centre de ressource.
- OO 64 : en contrepartie, alimenter le centre de ressource via des productions qui peuvent profiter à d'autres PTRE
- OO 65 : s'engager à utiliser le portail web régional PTRE proposé par la Région et le GIP RECIA et participer aux frais d'abonnement.
- OO 66 : mobiliser les Elus référents afin qu'ils participent, une fois dans l'année, au réseau régional des Elus référents PTRE, réseau animé par la Région et l'ADEME.

- OO 67 : utiliser les outils mis à disposition par la SAS DOREMI dans le cadre de la formation-action DOREMI et d'autres dans le cadre de dispositifs équivalents.
- OO 68 : former leurs agents (coordinateur, CIE,...) en utilisant prioritairement l'offre de formation du centre de ressource (formation proposée par l'ADEME, ENVIROBAT et ses membres, DOREMI,...). Pour se faire il peut être remonté des besoins de formation spécifique.
- OO 69 : utiliser le véhicule EIE mobile mis à disposition par la Région pour la réalisation de permanences délocalisées sur le territoire.

5.2. Soutien et accompagnement financier








La Région, en partenariat avec l'Etat et l'ADEME prévoit de lancer un appel à manifestation d'intérêt à l'attention des collectivités qui pourront s'engager dans une phase d'étude de faisabilité ou directement dans une phase de mise en œuvre de la PTRE.

En complément du centre de ressources régional décrit ci-dessus, la Région prévoit d'apporter un soutien financier pour la mission de coordination de la PTRE, essentielle à la création du service PTRE, incluant également le volet communication et mobilisation des professionnels et l'animation du réseau d'acteurs.

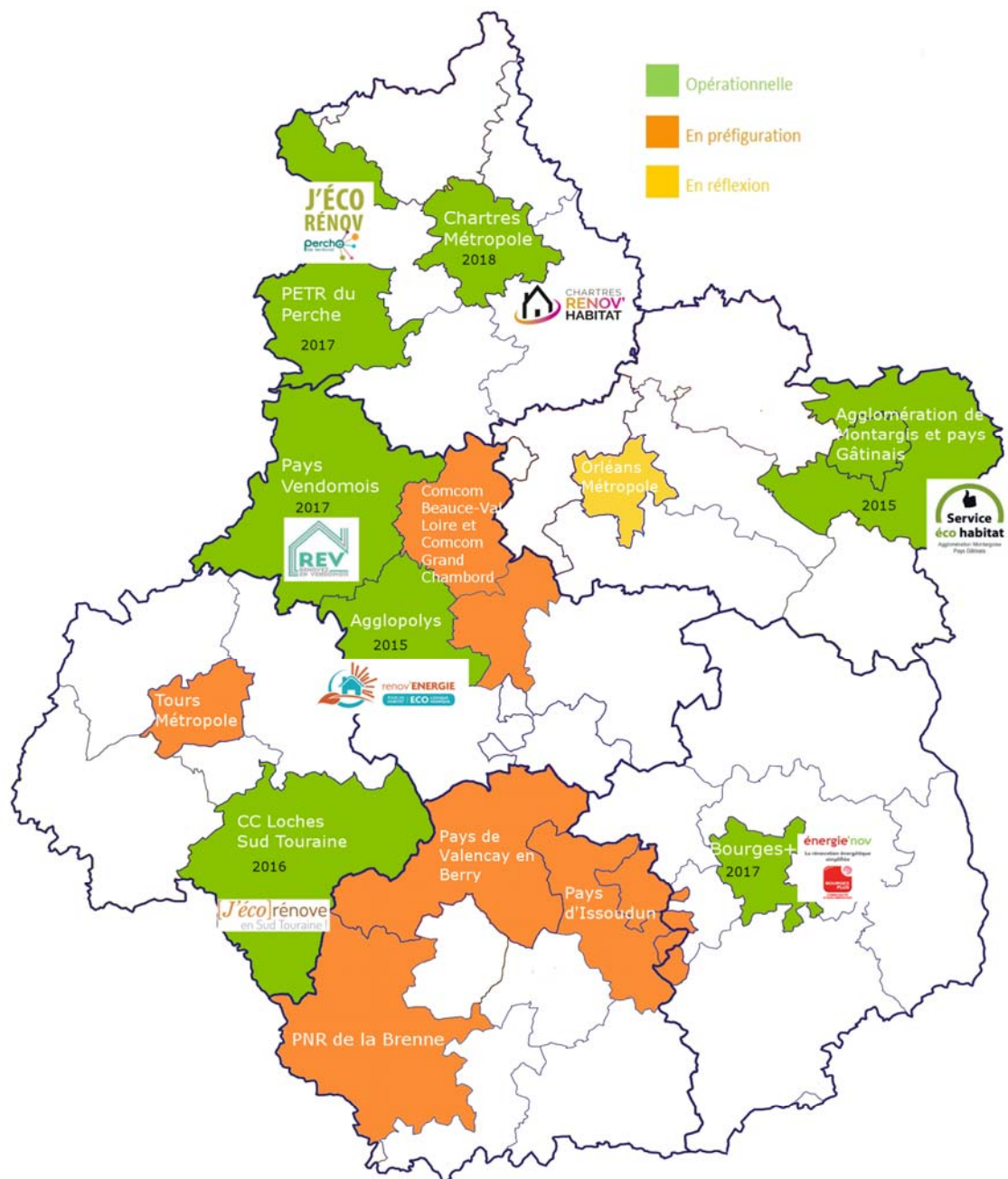
Ce soutien prendra la forme d'une subvention annuelle reconduite sur 3 ans.

6. ANNEXES

Annexe 1 : liste et carte des PTRE en région Centre-Val de Loire

Pays Gâtinais/Agglomération de Montargis-Rives du Loing – Service écohabitat	
Agglopolys (agglo de Blois) – Rénov'ENERGIE	
Communauté de communes Loches Sud Touraine – J'éco-rénove en Sud Touraine	
Pays Vendômois – Rev'	
Pole d'équilibre territorial du Perche - J'éco rénove dans le PERCHE	
Bourges + (Agglomération de Bourges) - ?	
Chartes RENOV'habitat	

Carte des PTRE en Région Centre-Val de Loire :



Annexe 2 : mission d'un coordinateur de PTRE

(Liste non exhaustive)

MISSIONS	TÂCHES
Coordination générale	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en œuvre et animation de la gouvernance : organisation et animation des COTECH, COPIL, GT... et en assure la logistique (préparation et organisation des réunions, rédaction des relevés de décisions...) ■ Participation à des formations de perfectionnement (thermique du bâtiment, technique d'animation, ingénierie financière, mise en œuvre de la formation-action DOREMI,) ■ Le coordinateur est le relai de la dynamique de rénovation au sein des services de sa collectivité
Relations avec les partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mobilisation des professionnels de l'immobilier et de la construction : fournisseurs de matériaux, agences bancaires, agents immobiliers, notaires, services et agents communaux, etc..... ■ Demandes de financement : montage des dossiers de financement à la Région, l'ADEME et autres financeurs ■ Charte et conventionnement avec les partenaires ■ Participation au GT PTRE Régional ■ Rendre compte aux partenaires de la plateforme des missions réalisées (dispositifs mis en œuvre, problématiques rencontrées sur le terrain, données quantitatives et qualitatives sur l'activité...) et participer à l'évaluation et à l'évolution de ces dispositifs ■ Participer à la constitution d'un réseau de partenaires locaux susceptibles d'intervenir rapidement (travailleurs sociaux, associations logement temporaire...)
Relations avec les professionnels du bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mobilisation des acteurs de la formation hors DOREMI : mise en œuvre sur le territoire de formation RGE, formations techniques spécifiques, MOE etc..... ■ Dans le cadre de DOREMI : Accompagnement des groupements d'entreprises, participation aux ELAT... ■ Montage financier des modules de formation-action et de la logistique associée. Assurer la relation entre le formateur, les artisans et les propriétaires des chantiers.
Relations avec les particuliers	<ul style="list-style-type: none"> ■ Définition et mise en œuvre du programme d'animation en lien avec le Conseiller de la plateforme (salon, thermographie aérienne, balade thermographique, conférence, FAEP, etc.....) ■ Il gère les relations avec les propriétaires des chantiers pilotes (interface avec artisans et formateur, planning, plan de financement sur la base des offres formulées par les groupements d'artisans en collaboration avec le Conseiller de la plateforme).
Communication	<ul style="list-style-type: none"> ■ Déploiement de la communication de la PTRE : définition et déploiement du plan de communication de la PTRE (charte graphique, message, outils) ■ Représentativité : intervention dans différentes instances Nationales, Régionales, locales pour présenter la PTRE ■ Création ou mis en œuvre d'outils : achat outil numérique collaboratif, création ou adaptation de tableur de calcul des aides financières, autres outils en lien avec le Conseiller de la plateforme
Evaluation / valorisation	<ul style="list-style-type: none"> ■ Suivi des indicateurs : collecte des informations auprès des contributeurs alimentant le tableau de bord des indicateurs (aides financières, projets réalisés par les artisans, etc.....) ■ Valoriser les résultats de son activité ■ Proposer des logements permettant la valorisation de « démarches exemplaires » pour un programme de visites en lien avec l'EIE

Annexe 3 : mission d'un conseiller info énergie PTRE notamment pour les ménages non éligibles aux aides de l'ANAH)

(Liste non exhaustive)

MISSIONS	TÂCHES
CONSEIL TECHNIQUE	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réaliser dans certains cas une visite au domicile du particulier ■ Si nécessaire établir un état des lieux global du logement et un bilan énergétique simplifié du logement, en mobilisant les outils nécessaires (Dialogie, factures, état des équipements ...) <i>Le chargé de mission peut en complément s'appuyer sur les résultats d'un audit énergétique, réalisé par un bureau d'études ou toute autre structure.</i> ■ Dispenser des conseils techniques ■ Proposer au particulier des scénarios de travaux possibles en adéquation avec ses ressources et sa manière d'utiliser son logement (échéancement des travaux selon les gains énergétiques prioritaires escomptés et les capacités financières du particulier) et le conseiller pour hiérarchiser ses choix de rénovation, pour atteindre une performance énergétique optimale ■ Orienter le particulier vers les professionnels de rénovation qualifiés tels que RGE, aide à la compréhension des devis ... <p>Dans le cas où la PTRE se positionne sur le champ concurrentiel (AMO travaux), le conseiller devra</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Assurer un suivi auprès du ménage de la réalisation des travaux et si nécessaire de ses relations avec les différents corps d'état intervenant dans le projet de rénovation ■ Assister le particulier après la réception des travaux (conseils sur l'usage et l'entretien adaptés au logement performant, vérification de l'adéquation entre le programme prévu de travaux et leur réalisation, analyse des consommations réelles post travaux ...)
CONSEIL ADMINISTRATIF ET FINANCIER	<ul style="list-style-type: none"> ■ Récupérer les documents nécessaires pour apporter un conseil approfondi (conclusions du bilan énergétique simplifié, formulaire de demande d'aide, devis ...) ■ Elaborer le pré-plan de financement du projet de rénovation énergétique de l'habitat (incluant le calcul du reste à charge) en lien d'autres structures en fonction du territoire ■ Appuyer le particulier pour le montage des dossiers administratifs (vérification des formulaires remplis par le particulier et de la conformité des devis des professionnels, rapports techniques...) et des demandes de financement (prêts, subventions, aides fiscales...)
LIEN AVEC LES PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> ■ S'appuyer sur les autres expertises présentes sur le territoire, en lien avec les aspects financiers, techniques, juridiques, administratifs ■ Rendre compte des missions de conseil réalisées aux partenaires de la plateforme (dispositifs mis en œuvre, problématiques rencontrées sur le terrain, données quantitatives et qualitatives sur l'activité...) et participer à l'évaluation et à l'évolution de ces dispositifs ■ Valoriser les résultats de son activité ■ Instruire ou renvoyer, le cas échéant, vers des structures qui instruiront et valideront l'éligibilité technique des dossiers de demandes d'aides, notamment locales

Annexe 4 : rôle de l'équipe d'animation de la PTRE

Coordinateur

- Rôle -> Chef d'orchestre qui anime la plateforme, mobilisation et animation du réseau d'acteurs, appui au CIE et formateur/accompagnateur, montage de projet
- Portage -> employé par la collectivité porteuse de la PTRE
- Financement -> aide spécifique ADEME/Région (animation PTRE)



Conseiller info énergie

- Rôle -> stimulation de la demande (animation et conseil poussé des particuliers)
- Portage -> employé par la structure porteuse de l'EIE départementale existante
- Financement -> ADEME/Région (44k€/an) + Collectivités locales + Collectivités porteuses de la PLREH

Accompagnateur/formateur

- Rôle -> structuration de l'offre de travaux : accompagnement et formation des entreprises et de leur groupement, RGE
- Portage -> employé par un organisme de formation
- Financement -> Fond formation des entreprises + Région + DIRECCT dans le cadre d'un ADEC ou équivalent

Annexe 5 : Partenaires à viser dans le cadre des conventions-cadre de partenariat

On peut classer les partenaires de la PTRE de la manière suivante :

Mobilisation des particuliers :

- Opérateur ANAH
- Structure porteuse de la mission EIE
- CAUE
- Toutes les collectivités et services publics qui sont en contact direct avec les ménages
- Agences bancaires, notaires, agences immobilières

Les professionnels qui interviennent sur le marché de la rénovation énergétique des bâtiments :

- Fédérations professionnelles
- Chambre des métiers, chambre de commerce et d'industrie
- Organismes de formation
- Maison de l'emploi
- Fournisseurs de matériaux
- Des représentants de la prescription de travaux (MOE) : CROAC, UNSFA,

Mobilisation des structures qui apportent des financements aux travaux

- Service DDT en charge des aides ANAH
- Délégués à la pierre ANAH
- Conseil régional du Centre-Val de Loire
- Banques
- Société de tiers financement régionale
- Toutes autres collectivités qui apportent ce type de financement
- Autres : assurances, caisse de retraite, action logement, etc.....

Les financeurs de la PTRE :

- ADEME
- Conseil régional du Centre
- Autres financeurs

Annexe 6 : liste des indicateurs de suivi d'une PTRE

Mobilisation et structuration des entreprises :

- Nombre d'entreprises « Reconnu Garant de l'Environnement » sur le territoire
- Nombre de professionnels formés par la PTRE
- Nombre de groupements d'entreprise constitué
- Nombre d'entreprise ayant signé une charte d'engagement avec la PTRE
- Nombre de M1, M2, M3 pour DOREMI
- Nombre d'animation de sensibilisation vers les entreprises

Conseil apportés aux ménages :

- Nombre de contact (conseil au guichet de la PTRE et appel téléphonique)
- Nombre de ménages conseillés pour le montage des dossiers de financement/subvention
- Nombre de bilans énergétiques (type Dialogie) réalisés sans visite à domicile, par la PTRE
- Temps moyen consacré par dossier traité (logement) Incitation aux travaux :
- Nombre d'audits réalisés (ENERGETIS et autres)
- Nombre de prêt ISOLARIS
- Nombre de prêts ECOPT'Z
- Nombre de lauréats au concours ma maison éco
- Nombre de ménages aides par la subvention de la PTRE
- Nombre de ménages aidés par les aides ANAH
- Nombre de ménages aidés par autre aides XXXXX
- Nombre de visites à domicile

Accompagnement post travaux :

- Nombre de ménages accompagnés pour le suivi des consommations
- Nombre de ménages sensibilisés aux écogestes
- Nombre de ménages impliqués dans le défi énergie des citoyens pour le climat

Résultats et passage à l'acte induits par la PTRE :

- Nombre de logements rénovés et réceptionnés
 - dont logements ayant eu une rénovation lourde
 - dont logements rénové au niveau BBC et plus
 - dont logements publics ANAH
 - dont logements avec propriétaire occupant
 - dont logements en copropriété
 - dont logement avec location
 - dont propriétaire bailleur
- Nombre de logements en travaux
 - dont logements ayant eu une rénovation lourde
 - dont logements rénové au niveau BBC et plus
- Montant total des travaux
- Montant moyen des travaux par ménage
- Ratio cout du service public au regard du montant total des travaux
- Gain total en CO2 (estimation)
- Chiffre d'affaires des fournisseurs de Matériaux et équipements du territoire
- Chiffre d'affaires des artisans du BTP sur le territoire

Animation pour stimuler la demande :

- Budget consacré à la communication
- Nombre d'animations publiques

- Nombre de personnes sensibilisés en animation publique
- Nombre d'acteurs mobilisés :
 - Notaires
 - Banques
 - Agents immobiliers
 - Distributeurs de matériaux
 - Services d'accueil du public dans les communes : accueil, service urbanisme

